

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	70 fr.	40 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 100 fr.	60 fr.	
Pays à plein tarif 120 fr.	70 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	4 fr.
Minimum	20 fr.
La page	400 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	20 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1944

- 23 août — Décret portant création d'un cadre général des transmissions coloniales. (*Arrêté de promulgation* N° 109 Cab. du 28 février 1945) . . . 130

1945

- 19 février — Décret portant application en A.O.F. et au Togo de certaines dispositions de l'ordonnance du 21 avril 1944 portant organisation des pouvoirs publics en France après la libération. (*Arrêté de promulgation* N° 133 Cab. du 9 mars 1945) . . . 142

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1945

- 1^{er} février — N° 368 MET. — Arrêté général portant création et répartition de stations météorologiques . . . 143
- 10 février — N° 456 TP. — Arrêté général portant réglementation du régime des produits industriels en A.O.F. et au Togo . . . 143
- 1^{er} mars — N° 669 SE. — Arrêté général fixant la valeur FOB de la farine de manioc destinée à l'exportation. . . 147
- 1^{er} mars — N° 681 AP. — Arrêté général fixant les conditions de révision des listes des notables des communes mixtes (*soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local* N° 134 Cab. du 9 mars 1945) . . . 147

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1945

- 25 février — N° 105 APA. — Arrêté modifiant l'arrêté N° 316 du 13 juin 1939 fixant les heures de travail, de repos et des repas des détenus en ce qui concerne la prison de Lomé . . . 148
- 25 février — N° 106 APA. — Arrêté portant suppression des cours de rééducation sociale pour les détenus de la prison de Lomé, créés par l'arrêté N° 166 du 28 mars 1938 . . . 148
- 1^{er} mars — N° 113 APA. — Arrêté portant réorganisation du commandement indigène au Togo . . . 148
- 2 mars — N° 117 APA. — Arrêté modifiant l'organisation territoriale du cercle de Lomé . . . 153
- 2 mars — N° 118 APA. — Arrêté modifiant l'organisation territoriale du cercle d'Anécho . . . 153
- 2 mars — N° 119 APA. — Arrêté fixant les limites des subdivisions de Sokodé, Bassari et Lama-Kara . . . 154
- 2 mars — N° 120 APA. — Arrêté modifiant l'organisation territoriale du cercle de Sokodé . . . 155
- 2 mars — N° 121 APA. — Arrêté modifiant l'organisation territoriale du cercle de Mango . . . 156
- 4 mars — N° 126 ss. — Arrêté soumettant à des mesures sanitaires les voyageurs provenant de la Gold-Coast par voie de terre . . . 158
- 5 mars — N° 130 D. — Arrêté modifiant le tarif fiscal d'entrée . . . 158
- 5 mars — N° 131 D. — Arrêté exemptant de la taxe de statistique le charbon de bois à l'importation . . . 158
- 9 mars — N° 135 APA. — Arrêté portant nomination et classement des chefs de canton du Togo . . . 156
- Personnel 159
- Divers 162

PARTIE NON OFFICIELLE*Avis et communications*

Instructions aux fonctionnaires et particuliers embarquant pour la France et l'Afrique du Nord	166
Avis de concours : { <i>Préposé des douanes</i>	167
<i>Ecole Coloniale</i>	167
Nécrologie	167

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Personnel***Cadre général des transmissions coloniales*

N° 109 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

28 février 1945. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 23 août 1944 portant création d'un cadre général des transmissions coloniales.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu le décret du 23 juillet 1943 fixant les attributions du commissariat aux colonies;

Vu le décret du 3 juillet 1897 sur les déplacements et passages du personnel colonial;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et accessoires de solde du personnel colonial et textes modificatifs subséquents;

Vu la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et les textes modificatifs ou complémentaires subséquents;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928, portant règlement d'administration publique en vue de l'exécution de l'article 71 de la loi du 14 avril 1924, créant une caisse intercoloniale de retraites, et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 19 février 1937, fixant la limite d'âge des fonctionnaires coloniaux tributaires de la caisse intercoloniale de retraites;

Vu les décrets des 26 mars 1939 et 10 juillet 1939 portant organisation du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux;

Vu les décrets des 28 juillet 1939 et 3 septembre 1939, portant organisation du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux;

Vu le décret 433 du 16 septembre 1942 annexant une section de radiodiffusion au cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux;

Vu la recommandation émise par la conférence africaine française de Brazzaville;

DECRETE :**TITRE PREMIER***Dispositions générales*

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un cadre général des transmissions coloniales dont le personnel est chargé

de la direction et du fonctionnement du service des transmissions dans les territoires relevant du commissariat aux colonies.

ART. 2. — Ce cadre comprend :

I. — Un personnel supérieur composé :

— d'inspecteurs généraux;

— de directeurs et ingénieurs en chef;

— d'ingénieurs principaux, d'inspecteurs, de receveurs supérieurs.

II. — Un personnel de direction des services techniques (ingénieurs) réparti en deux sections :

a) section radioélectrique : ingénieurs et ingénieurs adjoints radioélectriciens;

b) section des installations téléphoniques et télégraphiques : ingénieurs et ingénieurs adjoints des installations.

III. — Un personnel de contrôle et de maîtrise réparti en trois catégories :

1^o — Services administratifs et d'exploitation des postes, télégraphes et téléphones, comprenant :

a) branche administrative : des contrôleurs rédacteurs principaux et des contrôleurs rédacteurs;

b) branche exploitation : des receveurs, des contrôleurs principaux et des contrôleurs.

2^o — Service radioélectrique comprenant :

— des chefs de centre radioélectriciens et des chefs de section des installations radioélectriques;

— des chefs de poste radioélectriciens et des contrôleurs principaux des installations radioélectriques;

— des sous-chefs de poste radioélectriciens et des contrôleurs des installations radioélectriques.

3^o — Services techniques des postes, télégraphes et téléphones répartis en deux sections :

a) section des centraux télégraphiques et téléphoniques comprenant :

— des chefs de section;

— des contrôleurs principaux et des contrôleurs;

b) section des lignes et des installations d'abonnés comprenant :

— des contrôleurs;

— des conducteurs;

— des vérificateurs principaux et des chefs d'équipe principaux;

— des vérificateurs et des chefs d'équipe.

ART. 3. — Les grades, classes et traitements ainsi que le classement au point de vue des passages, des déplacements et des traitements dans les hôpitaux du personnel du cadre général des transmissions coloniales sont fixés conformément aux tableaux ci-après :

I. — Personnel supérieur.

Catégorie	GRADES	SOLDE de présence
1 ^{re} A	Inspecteur général des transmissions coloniales :	
	1 ^{re} classe	115.000
	2 ^e classe	104.000
1 ^{re} B	Ingénieur en chef des transmissions coloniales :	
	1 ^{re} classe	91.000
	2 ^e classe	79.000
	3 ^e classe	72.000
1 ^{re} B	Directeur des transmissions coloniales :	
	1 ^{re} classe	91.000
	2 ^e classe	79.000
	3 ^e classe	72.000
1 ^{re} B	Ingénieur principal des transmissions coloniales :	
	1 ^{re} classe { après 3 ans	67.000
	avant 3 ans	61.000
	2 ^e classe	55.000
	3 ^e classe	50.000
	4 ^e classe	46.000
	5 ^e classe	43.000
1 ^{re} B	Inspecteur des transmissions coloniales :	
	1 ^{re} classe	60.000
	2 ^e classe { après 2 ans	55.000
	avant 2 ans	51.000
	3 ^e classe	47.000
	4 ^e classe	44.000
2 ^e me	5 ^e classe	41.000
	6 ^e classe	38.000
1 ^{re} B	Receveur supérieur des transmissions coloniales :	
	Hors classe	65.000
	Receveur supérieur de 1 ^{re} classe :	
	après 2 ans	60.000
	avant 2 ans	55.000
	Receveur supérieur de 2 ^e classe :	
	après 2 ans	50.000
	avant 2 ans	46.000

II. — Personnel de direction des services techniques (Ingénieurs)

Catégorie	Section radioélectrique	Solde de présence	Section des installations téléphoniques et télégraphiques	Catégorie
	GRADES		GRADES	
1 ^{re} B	Ingénieur radioélectricien H. C.	55.000	Ingénieur des installations H. C. :	

Catégorie	Section radioélectrique	Solde de présence	Section des installations téléphoniques et télégraphiques	Catégorie
	GRADES		GRADES	
	Ingénieur radioélectricien :		Ingénieur des installations :	
	1 ^{re} classe : après 3 ans	58.000	1 ^{re} classe : après 3 ans	1 ^{re} B
	avant 3 ans	50.000	avant 3 ans	
	2 ^e classe	46.000	2 ^e classe	
2 ^e me	3 ^e classe	43.000	3 ^e classe	
	Ingénieur adjoint radioélectricien :		Ingénieur adjoint des installations :	
	1 ^{re} classe : après 3 ans	38.000	1 ^{re} classe : après 3 ans	2 ^e me
	avant 3 ans	36.000	avant 3 ans	
	2 ^e classe	33.000	2 ^e classe	
	3 ^e classe	30.000	3 ^e classe	
3 ^e me	4 ^e classe	27.000	4 ^e classe	
	Ingénieur adjoint radioélectricien stagiaire :	23.000	Ingénieur adjoint des installations stagiaire :	3 ^e me

III. — Personnel de contrôle et de maîtrise.

A. — Services administratif et d'exploitation des P. T. T.

GRADES		SOLDE de présence	Catégorie
a) Branche administrative :			
Contrôleur rédacteur principal :			
1 ^{re} classe	{ après 2 ans	48.000	1 ^{re} B
	{ avant 2 ans	43.000	
2 ^e classe		40.000	2 ^e me
3 ^e classe		37.000	
Contrôleur-rédacteur :			
1 ^{re} classe	{ après 2 ans	34.000	3 ^e me
	{ avant 2 ans	31.000	
2 ^e classe		28.000	
3 ^e classe		25.000	
b) Branche exploitation :			
Receveur : après 3 ans		50.000	1 ^{re} B
avant 3 ans		46.000	
Contrôleur principal :			
1 ^{re} classe	{ après 3 ans	43.000	2 ^e me
	{ avant 3 ans	40.000	
2 ^e classe		37.000	
3 ^e classe		34.000	
Contrôleur :			
1 ^{re} classe		31.000	3 ^e me
2 ^e classe		28.000	3 ^e me
3 ^e classe		25.000	
4 ^e classe		22.000	
Contrôleur stagiaire		19.000	

B. — Service radioélectrique.

GRADES	SOLDE de présence	Catégorie
Chef de centre radioélectricien ou chef de section des installations radioélectrique :		
1 ^{re} classe { après 3 ans	50.000	1 ^{re} B
avant 3 ans	46.000	
2 ^e classe	43.000	

GRADES	SOLDE de présence	Catégorie
Chef de poste radioélectricien ou contrôleur principal des installations radioélectriques :		
1 ^{re} classe { après 3 ans	40.000	2 ^e
{ avant 3 ans	37.000	
2 ^e classe	34.000	
3 ^e classe	31.000	
Sous-chef de poste radioélectricien ou contrôleur des installations radioélectriques :		
1 ^{re} classe	28.000	3 ^e
2 ^e classe	25.000	
3 ^e classe	22.000	
Sous-chef de poste radioélectricien ou contrôleur des installations radioélectriques stagiaire	19.000	3 ^e

C. — Services techniques des P. T. T.

GRADES	SOLDE de présence	Catégorie
a) Centraux téléphoniques et télégraphiques.		
Chef de section des centraux téléphoniques et télégraphiques :		
1 ^{re} classe { après 3 ans	46.000	1 ^{re} B
{ avant 3 ans	43.000	
2 ^e classe	40.000	2 ^e
Contrôleur principal des centraux téléphoniques et télégraphiques :		
1 ^{re} classe { après 3 ans	38.000	2 ^e
{ avant 3 ans	36.000	
2 ^e classe	33.000	
3 ^e classe	30.000	
Contrôleur des centraux téléphoniques et télégraphiques :		
1 ^{re} classe	28.000	3 ^e
2 ^e classe	25.000	
3 ^e classe	22.000	
Contrôleur des centraux téléphoniques et télégraphiques stagiaire	19.000	3 ^e
b) Lignes et installations d'abonnés.		
Contrôleur du service des installations ou contrôleur du service des lignes	40.000	2 ^e
Cotrôleur du service des installations ou contrôleur du service des lignes :		2 ^e
1 ^{re} classe { après 3 ans	37.000	
{ avant 3 ans	34.000	
2 ^e classe	31.000	
3 ^e classe	29.000	
4 ^e classe	27.000	

GRADES	SOLDE de présence	Catégorie
Vérificateur principal du service des installations ou chef d'équipe principal du service des lignes :		
1 ^{re} classe	34.000	2 ^e
2 ^e classe	31.000	
3 ^e classe	29.000	
4 ^e classe	27.000	
Vérificateur du service des installations ou chef d'équipe du service des lignes :		
1 ^{re} classe	25.000	3 ^e
2 ^e classe	23.000	
3 ^e classe	22.000	
4 ^e classe	21.000	
5 ^e classe	20.000	
Vérificateur du service des installations ou chef d'équipe du service des lignes stagiaire	19.000	3 ^e

Ce personnel reçoit un supplément colonial dont la quotité et les conditions sont fixées par le règlement général sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial.

ART. 4. — L'effectif total par grade et par colonie des fonctionnaires du cadre général des transmissions coloniales est fixé par arrêté du commissaire aux colonies après avis des gouverneurs généraux, gouverneurs et chefs de territoires.

ART. 5. — La nomination définitive est prononcée par arrêté du commissaire aux colonies.

Toutefois, en ce qui concerne les contrôleurs stagiaires, les contrôleurs des centraux téléphoniques et télégraphiques stagiaires, les vérificateurs du service des installations stagiaires et les chefs d'équipe du service des lignes stagiaires, la nomination n'intervient que sur la proposition du commissaire aux communications et à la marine marchande.

TITRE II

Recrutement

ART. 6. — Tout candidat à un emploi dans le cadre général des transmissions coloniales doit remplir les conditions suivantes :

1^{re} — Etre citoyen français ou naturalisé français.
2^e — Avoir satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement.

3^e — Jouir de tous ses droits civils et politiques.

4^e — Justifier de l'aptitude au service colonial actif, constatée par un certificat de visite et de contre-visite délivré par les médecins militaires ou par les médecins des services administratifs coloniaux.

5^e — Etre âgé de vingt et un ans au moins et de trente ans au plus, cette limite pouvant toutefois, jusqu'à trente-cinq ans au maximum, être prorogée d'une durée égale à celle des services militaires ou des services civils dans une administration de l'Etat

ou des colonies, accomplis par le postulant et admissibles pour une pension de retraite, dans les conditions prévues par le règlement d'administration publique du 1^{er} novembre 1928 portant organisation de la caisse intercoloniale des retraites.

Les conditions prévues aux paragraphes 2, 3 et 5 du présent article ne sont pas exigées des candidats s'ils appartiennent à une catégorie recrutée suivant des modalités propres à l'Administration métropolitaine des P.T.T.

ART. 7. — Les demandes des candidats, établies sur papier timbré, doivent être accompagnées des pièces suivantes :

- a) un extrait de l'acte de naissance sur papier timbré,
- b) un extrait du casier judiciaire,
- c) un certificat de bonnes vie et mœurs,
- d) un état signalétique et des services militaires ou, si le candidat n'a pas servi sous les drapeaux, un certificat de situation militaire,
- e) un certificat de visite et de contre-visite,
- f) une copie certifiée conforme des diplômes exigés.

Les pièces b), c), d) et e) doivent avoir moins de trois mois de date.

Conditions spéciales de recrutement et de stage

ART. 8. — Les conditions spéciales de recrutement et de stage pour les diverses branches du cadre général des transmissions coloniales sont les suivantes :

I. — PERSONNEL INGÉNIEURS

(Sections des radioélectriciens et section des installations).

Les ingénieurs-adjoints stagiaires sont recrutés :

- a) au concours direct dont les conditions seront fixées par arrêté du commissaire aux colonies;
- b) sur titres, parmi les ingénieurs diplômés de l'école polytechnique, les ingénieurs civils des télécommunications diplômés de l'école nationale supérieure des postes, télégraphes et téléphones, les ingénieurs diplômés de l'école supérieure d'électricité (section normale ou section radioélectrique) de l'école centrale des arts et manufactures et des instituts électrotechniques de Grenoble, de Nancy et Toulouse et les ingénieurs médaillés des écoles des arts et métiers, parmi les candidats titulaires de la licence ès-sciences constituée par des certificats des sciences mathématiques ou des sciences physiques et un certificat au moins d'électricité ou de radioélectricité, ou de la licence ès-sciences accompagnée d'un diplôme d'ingénieur électricien au titre de l'article 8 de la loi du 10 juillet 1934 et du décret du 26 mars 1936 ou d'un diplôme d'ingénieur radioélectricien de la faculté des sciences de Bordeaux ou de Toulouse.

Les ingénieurs-adjoints stagiaires sont astreints à un stage d'une durée d'un an qui peut exceptionnellement être portée à deux ans au maximum. Le stage peut être effectué en totalité ou en partie soit à l'école

nationale supérieure des postes, télégraphes et téléphones soit dans un service technique de l'Administration métropolitaine des P.T.T. ou d'une direction des transmissions d'un territoire d'outre-mer.

Après une année de stage, les ingénieurs-adjoints stagiaires peuvent être proposés par l'autorité administrative dont ils relèvent pour le grade d'ingénieur-adjoint de 4^e classe.

Ceux qui ne seront pas titularisés au terme d'une année de stage peuvent être autorisés à faire une seconde année à l'expiration de laquelle ils sont soit titularisés dans la 4^e classe d'ingénieur-adjoint, soit licenciés.

Ils peuvent également être licenciés à n'importe quel moment du stage pour insuffisance professionnelle, faute grave ou incapacité physique.

Les candidats admis sur titres, ayant accompli au moins deux années de services effectifs au titre civil, sont dispensés du stage et nommés directement ingénieurs adjoints de 4^e classe.

II. — PERSONNEL DE CONTRÔLE ET DE MAINTIEN

A. — Services administratifs et d'exploitation des P.T.T.

Les contrôleurs stagiaires du cadre général des transmissions coloniales sont recrutés au concours ouvert pour le recrutement des contrôleurs stagiaires de l'Administration métropolitaine des postes, télégraphes et téléphones et dans les conditions générales d'admission exigées par cette administration.

Le nombre de places au titre du cadre général des transmissions coloniales sera fixé à l'occasion de chaque concours. Ces places seront réservées aux candidats ayant concouru à ce titre.

Les contrôleurs stagiaires du cadre général des transmissions coloniales, recrutés suivant les règles édictées ci-dessus, sont astreints aux mêmes conditions de stage que celles imposées aux contrôleurs stagiaires de l'Administration métropolitaine des postes, télégraphes et téléphones, suivant des modalités qui seront fixées par arrêté spécial.

B. — Service radioélectrique

I. — Les sous-chefs de poste radioélectriciens stagiaires du cadre général des transmissions coloniales sont recrutés :

- a) au concours direct, dont les conditions et le programme seront fixés par un arrêté spécial du commissaire aux colonies, parmi les candidats titulaires soit du certificat d'opérateur civil du commissariat à l'air, soit du brevet supérieur de radiotélégraphiste de la marine militaire ou de l'armée de terre, soit du brevet d'opérateur de 2^e classe délivré par l'Administration métropolitaine des postes, télégraphes et téléphones, ainsi que parmi les candidats titulaires du brevet de chef de poste de 1^{re} et 2^e classe de l'armée de terre ou du brevet supérieur de mécanicien radiotélégraphiste de l'armée de l'air;

- b) sur titres, parmi les candidats titulaires du brevet de 1^{re} classe de radiotélégraphiste délivré par l'Administration des postes, télégraphes et téléphones.

Les sous-chefs de poste radioélectriciens stagiaires sont astreints à un stage d'une durée d'un an pouvant être effectué soit dans une station radioélectrique ou de radiodiffusion de la Métropole ou d'un territoire d'outre-mer.

A l'expiration de cette période, les sous-chefs de poste radioélectriciens stagiaires peuvent être proposés par l'autorité administrative dont ils relèvent pour le grade de sous-chef de poste de 3^e classe. Ceux qui ne sont pas titularisés peuvent être autorisés à faire une seconde année de stage à l'expiration de laquelle ils sont soit titularisés dans la 3^e classe de sous-chef de poste radioélectricien, soit licenciés.

II. — Les contrôleurs stagiaires des installations radioélectriques sont recrutés :

a) au concours direct parmi les candidats titulaires du diplôme de sortie de l'une des écoles suivantes : école centrale lyonnaise, école des mécaniciens des équipages de la flotte, écoles nationales professionnelles, écoles pratiques d'industrie avec section d'électricité, ainsi que toute autre école de niveau équivalent reconnue par l'Etat et admise au préalable par le commissariat aux colonies.

b) sur titres, parmi les candidats possédant le diplôme de sortie de l'une des écoles suivantes : écoles nationales d'arts et métiers, institut électrotechnique de Lille, école d'électricité et de mécanique industrielle de Paris, école théorique et pratique d'électricité et de mécanique, école spéciale de mécanique et d'électricité préparatoire à l'école supérieure d'électricité, école d'électricité industrielle de Marseille (section électricité et mécanique).

Les conditions et programmes des concours prévus au paragraphe a) du présent article seront fixés par arrêté du commissaire aux colonies.

Les contrôleurs des installations radioélectriques stagiaires sont astreints à un stage d'une durée d'un an pouvant être effectué dans une station radioélectrique ou de radiodiffusion de la métropole ou d'un territoire d'outre-mer.

A l'expiration de cette période, les contrôleurs des installations radioélectriques stagiaires peuvent être proposés par l'autorité administrative dont ils relèvent pour le grade de contrôleur des installations radioélectriques de 3^e classe. Ceux qui ne sont pas titularisés peuvent être autorisés à faire une seconde année de stage à l'expiration de laquelle ils sont soit titularisés dans la 3^e classe de contrôleur des installations radioélectriques, soit licenciés.

C. — Services techniques des P.T.T.

1. — Centraux téléphoniques et télégraphiques

Les contrôleurs stagiaires des centraux téléphoniques et télégraphiques sont recrutés au concours ouvert pour le recrutement des contrôleurs stagiaires des installations électro-mécaniques de l'Administration métropolitaine des postes, télégraphes et téléphones et dans les conditions générales d'admission exigées de cette administration.

Le nombre de places au titre du cadre général des transmissions coloniales sera fixé à l'occasion de cha-

que concours. Ces places seront réservées aux candidats ayant concouru à ce titre.

Les contrôleurs stagiaires des centraux téléphoniques et télégraphiques recrutés suivant les règles édictées ci-dessus sont astreints aux mêmes conditions de stage que celles imposées aux contrôleurs stagiaires de l'Administration métropolitaine des postes, télégraphes et téléphones, suivant des modalités qui seront fixées par arrêté spécial.

2. — Lignes et installations d'abonnés

Les vérificateurs et vérificateurs stagiaires du service des installations, les chefs d'équipe et chefs d'équipe stagiaires du service des lignes sont recrutés au concours ouvert pour le recrutement des agents des installations extérieures et des chefs d'équipe des lignes de l'Administration métropolitaine des postes, télégraphes et téléphones, selon des modalités qui seront fixées par arrêté spécial.

Le nombre de places au titre du cadre général des transmissions coloniales sera fixé à l'occasion de chaque concours. Ces places seront réservées aux candidats ayant concouru à ce titre.

Les vérificateurs et vérificateurs stagiaires du service des installations, les chefs d'équipe et chefs d'équipe stagiaires du service des lignes du cadre général des transmissions coloniales, recrutés suivant les règles édictées ci-dessus, sont astreints aux mêmes conditions de stage que celles imposées aux agents des installations extérieures et aux chefs d'équipe des lignes des postes, télégraphes et téléphones, suivant des modalités qui seront fixées par l'arrêté spécial visé ci-dessus.

TITRE III

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ACCESSION AUX DIVERS

EMPLOIS ET GRADES

1. — Personnel supérieur

ART. 9. — Les inspecteurs généraux des transmissions coloniales sont choisis parmi les directeurs et ingénieurs en chef de 1^{re} classe.

ART. 10. — Les directeurs et ingénieurs en chef des transmissions coloniales sont choisis respectivement parmi les inspecteurs et ingénieurs principaux de 1^{re} classe.

ART. 11. — Les ingénieurs principaux des transmissions coloniales sont recrutés :

a) pour la moitié des vacances, dans le personnel de direction technique parmi les ingénieurs-adjoints de 1^{re} et de 2^e classe et les ingénieurs ayant satisfait aux épreuves d'un concours dont les conditions et le programme seront fixés par un arrêté du commissaire aux colonies;

b) pour l'autre moitié des vacances, à la sortie de l'école Polytechnique parmi les ingénieurs-élèves des P. T. T. astreints à servir 6 ans aux colonies.

A défaut de candidats de l'une des catégories a) et b) ci-dessus, les vacances seront attribuées à l'autre catégorie. Les candidats de la catégorie a) du présent article doivent obtenir du commissaire aux colonies l'autorisation de se présenter au concours.

Ils devront compter un minimum de quatre ans de service dans le cadre.

Les nominations sont prononcées dans l'ordre de la liste d'admission établie par le jury du concours. Cette liste est valable jusqu'au concours suivant.

Les candidats admis aux épreuves du concours sont nommés dans la limite des places disponibles, ingénieur principal de 5^e classe des transmissions coloniales. Ils conservent, s'il y a lieu, à titre personnel, la solde dont ils sont titulaires jusqu'à ce que, par le jeu normal des avancements, ils aient acquis un traitement supérieur.

ART. 12. — Les inspecteurs sont choisis :

A) Dans une proportion qui ne pourra en aucun cas dépasser la moitié des emplois disponibles, parmi le personnel du cadre général des transmissions coloniales ayant suivi avec succès les cours de l'école nationale supérieure des postes, télégraphes et téléphones (section des rédacteurs-élèves).

Le nombre de places réservées à l'école supérieure des P.T.T. au personnel des transmissions coloniales est fixé chaque année par le commissaire aux colonies, d'accord avec le commissaire aux communications et à la marine marchande.

Ces places sont attribuées au concours, dans des conditions qui seront fixées par un arrêté spécial.

Peuvent prendre part à ce concours :

Les contrôleurs-rédacteurs et contrôleurs-rédacteurs principaux ;

Les receveurs, contrôleurs principaux et contrôleurs ;

Les ingénieurs des transmissions coloniales ;

Les chefs de centre, chefs de poste ou sous-chefs de poste radioélectriciens ;

Les chefs de section, contrôleurs principaux et contrôleurs des installations radioélectriques ;

Les contrôleurs principaux et contrôleurs des centraux téléphoniques et télégraphiques.

Les candidats doivent, à la veille du concours, compter 5 années de service au minimum et être âgés de 25 ans au moins et de 38 ans au plus.

Il est alloué aux rédacteurs-élèves, lors de leur admission à l'école supérieure, une bonification d'ancienneté de deux ans. Après attribution de cette bonification, les agents sont automatiquement promus dans leur catégorie d'origine, à l'échelon ou au grade supérieur, si leur ancienneté le justifie.

Lors de leur sortie de l'école supérieure, il est alloué aux rédacteurs-élèves une bonification d'ancienneté d'un an lorsque la moyenne de leurs notes est égale ou supérieure à 17, et de six mois lorsque la moyenne de leurs notes est inférieure à 17.

Après attribution de ces bonifications, les rédacteurs-élèves sont automatiquement promus dans leur catégorie d'origine à l'échelon ou au grade supérieur, si leur ancienneté le justifie.

Les rédacteurs-élèves sont ensuite nommés inspecteurs conformément à un tableau de concordance dont l'établissement fera l'objet d'un arrêté du commissaire aux colonies.

B) Parmi les contrôleurs-rédacteurs principaux, quelle que soit leur classe, et les contrôleurs-rédacteurs de première classe après deux ans.

Les promotions au grade d'inspecteur s'effectueront conformément à un tableau de concordance dont l'établissement fera l'objet d'un arrêté du commissaire aux colonies.

ART. 13. — Les receveurs supérieurs hors-classe sont choisis :

1^o — Parmi les receveurs supérieurs de première classe à l'échelon après deux ans ;

2^o — Parmi les inspecteurs de 1^{re} classe.

ART. 14. — Les receveurs supérieurs de 1^{re} classe sont choisis :

1^o — Parmi les receveurs supérieurs de 2^e classe à l'échelon après deux ans ;

2^o — Parmi les inspecteurs de 2^e classe.

ART. 15. — Les receveurs supérieurs de 2^e classe sont choisis :

1^o — Parmi les receveurs du cadre de contrôle et de maîtrise ;

2^o — Parmi les inspecteurs de 3^e et 4^e classe ;

3^o — Parmi les contrôleurs rédacteurs principaux à la 1^{re} classe de leur grade.

ART. 16. — Le recrutement des receveurs supérieurs parmi les inspecteurs, les contrôleurs rédacteurs principaux et les receveurs du cadre de contrôle et de maîtrise s'effectue dans chaque grade suivant un tableau de concordance qui fera l'objet d'un arrêté du commissaire aux colonies.

II. — Personnel de direction des services techniques

ART. 17. — Les ingénieurs hors-classe sont choisis parmi les ingénieurs de 1^{re} classe.

Les ingénieurs sont choisis parmi les ingénieurs-adjoints comptant au moins deux années d'ancienneté dans la 1^{re} classe de ce grade.

Toutefois, les ingénieurs adjoints stagiaires, munis soit du diplôme de sortie de l'école Polytechnique, soit du diplôme d'ingénieur civil des télécommunications de l'école nationale supérieure des postes, télégraphes et téléphones et ayant satisfait au stage prévu à l'article 8, débutent au grade d'ingénieur radioélectricien ou d'ingénieur des installations de 3^e classe.

Ils sont nommés, en cas de pluralité de candidatures, dans l'ordre des promotions et du rang de sortie de l'école.

ART. 18. — Les emplois d'ingénieurs-adjoints sont attribués :

1^o — Aux ingénieurs-adjoints stagiaires ;

2^o — Aux chefs de postes radioélectriciens, aux contrôleurs principaux des installations radioélectriques, aux contrôleurs principaux des centraux téléphoniques et télégraphiques de 3^e classe, de 2^e classe et de 1^{re} classe avant 3 ans, qui ont satisfait aux épreuves d'un concours professionnel dont le programme et les conditions seront fixés par arrêté du commissaire aux colonies.

Les nominations des agents reçus sont effectuées dans l'ordre de classement au concours et suivant un tableau de concordance dont l'établissement fera l'objet d'un arrêté du commissaire aux colonies.

III. — Personnel de contrôle et de maîtrise

ART. 19. — Les receveurs avant 3 ans et les contrôleurs principaux de 3^e classe sont choisis respectivement parmi les contrôleurs principaux et contrôleurs à la première classe de leur grade.

ART. 20. — Les contrôleurs-rédacteurs principaux sont choisis parmi les contrôleurs-rédacteurs.

L'accession au grade de contrôleur-rédacteur est réservée aux contrôleurs principaux et aux contrôleurs de 1^{re}, de 2^e et de 3^e classe ayant satisfait aux épreuves d'un concours dont le programme et les conditions sont fixés par arrêté du commissaire aux colonies.

Les contrôleurs principaux et les contrôleurs sont nommés contrôleurs-rédacteurs principaux ou contrôleurs-rédacteurs à la solde correspondant à celle de leur ancien emploi ou à la solde immédiatement supérieure en cas de non concordance de solde.

Ils conservent dans la classe de leur nouveau grade et à compter du jour de leur nomination l'ancienneté qu'ils avaient acquise dans la classe de leur ancien grade.

En outre, une bonification d'ancienneté de 15 mois est accordée au moment de leur nomination aux agents admis au concours de contrôleur-rédacteur.

ART. 21. — Les chefs de centre radioélectriciens et les chefs de section des installations radioélectriques sont choisis respectivement parmi les chefs de poste radioélectriciens et les contrôleurs principaux des installations radioélectriques à la première classe de leur grade.

Les chefs de poste radioélectriciens et les contrôleurs principaux des installations radioélectriques sont choisis respectivement parmi les sous-chefs de poste radioélectriciens et les contrôleurs des installations radioélectriques, à la première classe de leur grade.

ART. 22. — Les chefs de section des centraux téléphoniques et télégraphiques sont choisis respectivement parmi les contrôleurs principaux et les contrôleurs des centraux téléphoniques et télégraphiques, à la première classe de leur grade.

ART. 23. — En outre, ont accès aux grades de contrôleur principal et de contrôleur des centraux téléphoniques et télégraphiques les vérificateurs principaux du service des installations et les chefs d'équipe principaux du service des lignes de toutes classes ayant satisfait aux épreuves d'un examen professionnel dont les conditions et le programme seront fixés par arrêté du commissaire aux colonies.

ART. 24. — Les contrôleurs du service des installations et les contrôleurs du service des lignes sont choisis respectivement parmi les conducteurs du service des installations et les conducteurs du service des lignes, à la 1^{re} classe de leur grade.

Les conducteurs du service des installations et les conducteurs du service des lignes sont choisis parmi les vérificateurs principaux et les chefs d'équipe principaux de toutes classes ayant satisfait aux épreuves d'un examen professionnel dont le programme et les conditions seront fixés par arrêté du commissaire aux colonies.

Les nominations des agents reçus sont effectuées dans l'ordre de classement à l'examen. Les agents nommés sont classés dans leur nouveau grade, à concordance de classe et de solde. Ils conservent dans cette nouvelle position l'ancienneté qu'ils avaient acquise dans leur ancien emploi.

Les vérificateurs principaux du service des installations et les chefs d'équipe principaux du service des lignes sont choisis respectivement parmi les vérificateurs et les chefs d'équipe.

ART. 25. — Le fonctionnaire appartenant au cadre général dont l'emploi a été régulièrement supprimé est placé dans la position de maintien par ordre en France dans les conditions réglementaires; il doit être pourvu, après la suppression de son emploi, du premier poste colonial de son grade et de sa spécialité qu'il est capable de remplir.

A l'expiration d'un délai maximum de douze mois y compris les congés, à défaut d'emploi disponible pouvant être confié à l'intéressé, celui-ci est mis d'office en disponibilité dans les conditions de l'article 84 du décret du 2 mars 1910, sauf dérogation suivante :

Si au cours des cinq années consécutives passées en disponibilité, il n'a pas été attribué à l'intéressé d'emploi susceptible de lui convenir, il est rayé des contrôles à l'expiration de ces cinq années et admis à la retraite s'il y a droit.

TITRE IV

Conditions générales d'avancement

ART. 26. — Les promotions en classe ou en grade sont conférées par arrêtés du commissaire aux colonies, sauf pour celle du grade d'inspecteur général qui a lieu par décret.

Ne peuvent être l'objet d'un avancement que les fonctionnaires du cadre général qui figurent sur le tableau d'avancement; les promotions ont lieu dans l'ordre du tableau.

Les fonctionnaires détachés dans le cadre général concourent avec les fonctionnaires de même grade et de même classe appartenant au cadre pour les avancements dans ce cadre. Cet avancement est indépendant de celui dont ils peuvent être appelés à bénéficier dans leur corps d'origine.

ART. 27. — Les fonctionnaires du cadre général des transmissions coloniales doivent remplir les conditions suivantes pour obtenir un avancement de classe ou de grade : au choix ou à l'ancienneté :

1^o — Etre inscrit à un tableau d'avancement dressé par une commission de classement siégeant au commissariat aux colonies et arrêté par le commissaire aux colonies.

2^o — S'il s'agit d'un avancement au choix :

Etre proposé par les gouverneurs généraux, chefs de colonies et de territoires ou chefs de service sous l'autorité desquels ils sont placés et compter au minimum deux années d'ancienneté soit dans la première classe du grade inférieur, soit dans la classe immédiatement inférieure du même grade.

3° — S'il s'agit d'un avancement à l'ancienneté :

Compter quatre ans d'ancienneté dans la classe inférieure du même grade ou dans la première classe du grade inférieur et n'avoir fait l'objet d'aucune mesure disciplinaire pendant les quatre dernières années.

4° — En outre, compter au 1^{er} janvier ou au premier jour du mois qui suit la réunion de la commission pour l'établissement des tableaux primitifs ou complémentaires, une durée de service effectif à la colonie au moins égale à la moitié du temps de séjour exigé pour l'obtention d'un congé administratif sans toutefois que cette durée soit supérieure à deux ans.

Le temps passé en France par les fonctionnaires du cadre général, appelés à servir dans les services relevant du commissariat aux colonies, ou de tout autre commissariat entre en compte, au point de vue de l'avancement, comme temps passé dans une colonie dans laquelle la durée de service effectif pour l'inscription au tableau est de deux ans. Ces agents sont notés et proposés pour l'avancement par leur chef de service.

Le temps passé en mission entre en compte, au point de vue de l'avancement, comme celui passé dans la colonie de provenance si la mission s'effectue en France, comme celui passé dans une colonie dans laquelle la durée de service effectif exigée pour l'inscription au tableau est de deux ans si la mission s'effectue à l'étranger en Europe, comme celui passé dans une colonie dans laquelle la durée de service effectif pour l'inscription au tableau est de dix-huit mois si la mission s'effectue à l'étranger hors d'Europe.

ART. 28. — Les fonctionnaires du cadre général, appelés à servir en Afrique du Nord ou en France dans les services relevant du commissariat aux colonies ne peuvent bénéficier des dispositions de l'article précédent qu'en vue d'un seul avancement soit en classe, soit en grade. Toutefois, ceux qui, se trouvant déjà en service en France, ont obtenu un avancement en tenant compte uniquement de leur séjour colonial effectif antérieur, pourront bénéficier des dispositions de l'article précédent pour obtenir un nouvel avancement accordé au titre de leurs services dans la métropole.

Les fonctionnaires placés hors cadres pour servir dans l'administration locale d'une colonie ou d'un pays de protectorat français conservent leurs droits à l'avancement.

Ces dispositions ne s'appliquent pas :

1° — Au directeur des transmissions coloniales;

2° — Aux fonctionnaires maintenus par ordre au département des colonies et ayant effectué au moins huit ans de services effectifs dans les cadres généraux ou locaux des services des transmissions des colonies ou territoires d'outre-mer.

ART. 29. — Les membres de la commission de classement sont désignés par le commissaire aux colonies.

Cette commission est ainsi composée :

— le directeur du personnel, *président*;

— un inspecteur des colonies;

— le directeur des transmissions coloniales;

— un fonctionnaire du commissariat aux colonies du grade de sous-directeur;

— deux fonctionnaires du cadre général des transmissions coloniales, présents en France ou en Afrique du Nord, choisis parmi les plus élevés en grade dans le personnel supérieur ou dans le personnel de direction technique de contrôle et de maîtrise, selon la catégorie de personnel à examiner.

Un rédacteur de la direction du personnel remplit les fonctions de secrétaire.

Les deux fonctionnaires du cadre général ne prennent pas part aux délibérations concernant les candidats d'une classe ou d'un grade égal ou supérieur au leur.

Les délibérations de la commission ne sont valables que lorsque cinq de ses membres sont présents.

ART. 30. — La commission de classement établit chaque année, dans le courant du mois de décembre, le tableau d'avancement de l'année suivante.

Si, dans le courant de l'année, le tableau est épuisé, le commissaire aux colonies peut prescrire l'établissement d'un tableau complémentaire pour la même année.

Les listes et les notes des fonctionnaires qui remplissent les conditions requises pour pouvoir être inscrits au tableau d'avancement au choix ou à l'ancienneté sont adressées au commissariat aux colonies avant le 31 octobre par les chefs de colonies et de territoires, les chefs de services pour les fonctionnaires servant dans la métropole, l'autorité qui a provoqué la mission à l'étranger.

Ces listes, accompagnées des calepins de notes et des propositions formulées par ordre de préférence par les chefs de colonies, de territoires ou de services sont soumises à la commission de classement.

Cette commission procède :

1° — à un classement entre eux des fonctionnaires du cadre général proposés pour un avancement au choix par ordre de mérite;

2° — à un classement par ordre d'ancienneté des fonctionnaires du cadre général, non proposés pour un avancement au choix mais réunissant au 1^{er} janvier qui suit la date de sa réunion les conditions nécessaires pour bénéficier d'un avancement à l'ancienneté;

3° — à l'établissement du tableau définitif, conformément aux dispositions ci-après :

Le tableau doit comprendre un nombre d'inscriptions égal aux vacances probables pouvant survenir pour chaque grade dans l'année qui suit sa réunion.

Dans le cas où il n'aura pas été possible de promouvoir tous les candidats inscrits au tableau de l'année, les intéressés conserveront le bénéfice de leur inscription et devront figurer en tête du tableau de l'année suivante, à moins que la commission n'en décide autrement sur rapport motivé du chef de colonie ou du service ou sauf les cas prévus au titre V, spécial aux mesures disciplinaires.

ART. 31. — Les inscriptions des fonctionnaires susceptibles de bénéficier d'un avancement au choix ou à l'ancienneté ont lieu :

I. — Personnel supérieur

a) jusqu'au grade d'ingénieur principal de 2^e classe, d'inspecteur de 2^e classe et de receveur supérieur de 1^{re} classe inclus à raison de deux tiers au choix et un tiers à l'ancienneté;

b) exclusivement au choix pour les autres grades.

II. — Personnel de direction des services techniques

a) jusqu'au grade d'ingénieur de 1^{re} classe à raison de deux tiers au choix, un tiers à l'ancienneté;

b) exclusivement au choix pour le grade d'ingénieur hors classe.

III. — Personnel de contrôle et de maîtrise

Pour l'ensemble du personnel de contrôle et de maîtrise :

— dans la proportion de deux tiers au choix et de un tiers à l'ancienneté en ce qui concerne l'avancement de classe;

— exclusivement au choix en ce qui concerne l'avancement de grade.

ART. 32. — Lorsque l'avancement a lieu à la fois au choix et à l'ancienneté à défaut de fonctionnaires de l'une ou de l'autre catégorie, le tour n'est pas réservé.

ART. 33. — Les tableaux sont arrêtés par le commissaire aux colonies.

Les nominations sont faites dans l'ordre du tableau et par arrêté du commissaire aux colonies.

ART. 34. — Pendant la durée des hostilités, la commission de classement prévue à l'article 29 est remplacée par celle fixée par le décret du 17 février 1944.

- TITRE V

Discipline

ART. 35. — Les mesures disciplinaires applicables au personnel du cadre général des transmissions coloniales sont :

- le blâme avec inscription au dossier;
- la radiation du tableau d'avancement;
- la rétrogradation de grade, de classe ou d'échelon;
- la révocation.

ART. 36. — Le blâme avec inscription au dossier est infligé par le chef de territoire pour les grades inférieurs à ceux de directeur, d'ingénieur en chef et d'inspecteur général.

Pour ces derniers grades ainsi que pour les fonctionnaires détachés en France ou en mission, cette mesure disciplinaire est infligée par le commissaire aux colonies.

La radiation du tableau d'avancement, la rétrogradation et la révocation sont prononcées par le commissaire aux colonies. Le fonctionnaire rétrogradé

prend rang, dans son nouveau grade, pour compter du jour de la décision et ne peut être proposé pour l'avancement qu'après avoir effectué dans cet emploi le temps minimum exigé pour être élevé au grade ou à la classe supérieure sans qu'il puisse être tenu compte du temps qu'il y aura antérieurement passé.

Les mesures disciplinaires prévues à l'article 35 ci-dessus, autres que le blâme, ne peuvent être prononcées qu'après avis motivé de l'une des commissions spéciales d'enquête composée comme il est dit ci-après et devant laquelle le fonctionnaire ou agent incriminé dûment appelé, aura été mis en mesure de présenter ses moyens de défense soit verbalement, soit par écrit. Il peut aussi se faire assister d'un défenseur de son choix. Aucune de ces peines disciplinaires ne peut être prononcée sans que le fonctionnaire intéressé ait été appelé à prendre connaissance de son dossier conformément aux dispositions de l'article 65 de la loi du 22 avril 1905.

ART. 37. — Tous les fonctionnaires et agents du cadre ou détachés dans le cadre, même ceux en disponibilité ou hors-cadres, sont passibles, le cas échéant, des mesures disciplinaires prévues au présent décret.

Un fonctionnaire détaché dans le cadre en instance de conseil d'enquête ne peut être remis à la disposition de son corps d'origine avant que le conseil d'enquête ait donné son avis.

S'il est proposé pour la peine de la rétrogradation ou de la révocation, ce fonctionnaire est remis par mesure disciplinaire à la disposition du département dont il relève et auquel il appartient de statuer suivant les règles qui régissent son cadre d'origine.

ART. 38. — La commission d'enquête siégeant dans la colonie est composée comme suit sur la désignation du Gouverneur :

- le secrétaire général de la colonie ou un chef d'administration ou de service désigné par lui, *président*;
- un administrateur des colonies;
- le chef du service des transmissions de la colonie;

— deux fonctionnaires du cadre général d'un grade supérieur ou égal à celui de l'agent incriminé, choisis, soit parmi le personnel supérieur, soit parmi le personnel de direction technique de contrôle et de maîtrise selon que l'agent en cause appartient à l'une ou l'autre de ces catégories de personnel. A défaut, deux fonctionnaires d'un cadre technique remplissant les mêmes conditions.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par un fonctionnaire désigné par le gouverneur.

ART. 39. — Si les faits incriminés se sont passés hors de la colonie à laquelle est affecté le fonctionnaire inculqué ou si la situation du personnel en service dans la colonie ne permet pas de constituer la commission d'enquête conformément aux règles posées par l'article précédent, le commissaire aux colonies fixe le lieu de réunion de la commission et détermine la composition de celle-ci.

Si le fonctionnaire inculpé se trouve en France, la commission de classement prévue à l'article 29 remplit les fonctions de commission d'enquête.

ART. 40. — Les inspecteurs généraux ne peuvent être traduits que devant une commission d'enquête siégeant au commissariat aux colonies, dont la composition, dans ce cas, est fixée comme suit :

— un directeur du commissariat aux colonies, *président*;

— un gouverneur général ou gouverneur des colonies;

— un inspecteur général des colonies;

— le directeur du cabinet du commissaire aux colonies ou son délégué;

— un inspecteur général des transmissions coloniales.

ART. 41. — Si l'intérêt public et la discipline l'exigent, le commissaire aux colonies, le gouverneur général ou le gouverneur peut temporairement interdire à un fonctionnaire du cadre général des transmissions coloniales l'exercice de ses fonctions.

Lorsque cette mesure est prise contre un fonctionnaire du cadre général, celui-ci doit faire l'objet d'une procédure disciplinaire, conformément aux dispositions du présent décret dans un délai de deux mois.

TITRE VI

Dispositions diverses

ART. 42. — Les fonctionnaires du cadre général des transmissions coloniales peuvent être appelés à servir en France ou en Afrique du Nord dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, ou être détachés pour servir dans une autre administration.

ART. 43. — Les fonctionnaires et agents du cadre métropolitain des postes, télégraphes et téléphones, dont les emplois sont définis ci-après, peuvent être détachés de leur département d'origine dans le cadre général des transmissions coloniales dans les conditions de l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913, et suivant les dispositions d'un arrêté spécial pris d'un commun accord par le commissaire aux colonies et le commissaire aux communications et à la marine marchande.

I. — Personnel supérieur	II. — Personnel de contrôle et de maîtrise	III. — Personnel des ateliers et des services de construction
Directeurs régionaux	Receveurs de 3 ^e classe	Chefs d'équipe du service des lignes
Ingénieurs en chef régionaux	Receveurs de 4 ^e classe	Agents principaux et agents des installations extérieures
Directeurs des services extérieurs	Contrôleurs principaux des installations électromécaniques	
Ingénieurs en chef	Contrôleurs principaux rédacteurs	
Receveurs de 1 ^{re} classe	Contrôleurs principaux rédacteurs	
Receveurs de 2 ^e classe	Receveurs de 5 ^e classe	
Ingénieurs ordinaires	Conducteurs principaux et conducteurs des travaux	
Inspecteurs	Contrôleurs	
Ingénieurs des travaux	Contrôleurs des installations électromécaniques	

ART. 44. — Les contrôleurs stagiaires et les contrôleurs des installations électro-mécaniques du cadre métropolitain des P.T.T. peuvent également être détachés de leur département d'origine dans le cadre général des transmissions coloniales au moment de leur nomination dans le cadre métropolitain, dans les conditions de l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913 et suivant les dispositions d'un arrêté pris d'un commun accord par le commissaire aux colonies et le commissaire aux communications et à la marine marchande.

ART. 45. — Les fonctionnaires et agents du cadre métropolitain des postes, télégraphes et téléphones détachés dans le cadre général des transmissions coloniales, pourront être nommés définitivement dans ce cadre après y avoir effectué trois ans de service s'ils font simultanément une demande de démission de leur cadre d'origine et d'entrée dans le cadre général. Leur demande de démission devra être obligatoirement transmise par le commissaire aux colonies et accompagnée de l'avis soit du gouverneur général ou gouverneur pour les fonctionnaires au service des colonies, soit du directeur des transmissions coloniales pour les fonctionnaires en service au commissariat aux colonies.

Leur nomination définitive est prononcée par arrêté du commissaire aux colonies.

Le fonctionnaire ainsi nommé garde le grade, la classe et l'ancienneté qu'il avait dans le cadre général au titre de détaché.

ART. 46. — A compter de l'année 1945, la liste des emplois devant être pourvus par détachement de fonctionnaires métropolitains des P.T.T., ainsi que le nombre de fonctionnaires à détacher à chacun de ces emplois seront fixés chaque année en fonction des besoins des colonies, par arrêté du commissaire aux colonies.

ART. 47. — Les fonctionnaires détachés dans le cadre général peuvent, au cours d'une période de détachement, être remis à la disposition de leur corps d'origine :

1^o — Sur leur demande, pour raison de santé dûment justifiée;

2^o — D'office, et sur la proposition soit du gouverneur, soit de l'inspecteur général des transmissions coloniales :

a) pour raison de santé, après avis du conseil supérieur de santé du commissariat aux colonies, quand le fonctionnaire se trouve en France ou en Afrique du Nord, ou s'il est aux colonies après avis du conseil de santé local et du conseil de santé du département;

b) pour cause de suppression d'emploi ou d'excédent d'effectif, sous réserve de l'affectation effective de l'intéressé à un poste de son grade, sauf lorsqu'il est en fin de détachement;

c) lorsqu'il a atteint la limite d'âge fixée au présent décret pour le personnel appartenant au cadre;

d) par mesure disciplinaire, conformément aux dispositions prévues à l'article 37.

ART. 48. — Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 6 du décret du 4 avril 1934, portant prohibition du cumul de fonctions, il est interdit aux fonctionnaires du cadre général des transmissions coloniales, soit d'exercer une profession industrielle ou commerciale, soit de remplir un emploi privé rétribué, soit d'effectuer à titre privé un travail moyennant rémunération.

Cette interdiction ne s'applique pas à la production d'œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques; les fonctionnaires des transmissions coloniales peuvent, d'autre part, avec l'agrément du commissaire aux colonies en France ou du chef du territoire à la colonie, donner des renseignements de cette nature.

Il ne pourra être dérogé à l'interdiction formulée par cet article qu'exceptionnellement par une décision du commissaire aux colonies prise à titre précaire et toujours révocable.

ART. 49. — Les fonctionnaires du cadre général des transmissions coloniales sont soumis, au point de vue de la pension, au régime de la caisse intercoloniale des retraites instituée par décret du 1^{er} novembre 1928.

Les limites d'âge sont fixées ainsi qu'il suit :

Inspecteurs généraux, ingénieurs en chef et directeurs de 1^{re} classe, 57 ans;

Tous autres grades, 55 ans.

ART. 50. — L'honorariat du grade qu'ils possèdent peut, après avis de la commission de classement, être conféré aux fonctionnaires du cadre général des transmissions coloniales retraités, démissionnaires ou licenciés pour raison de santé qui ont effectué au moins quinze années de services administratifs.

TITRE VII

Dispositions transitoires

ART. 51. — Les fonctionnaires des anciens cadres généraux ci-après :

— cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux, y compris la section de radiodiffusion,

— cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux,

seront reclassés et versés d'office dans le présent cadre général dans les conditions définies à l'article 56.

Toutefois, en attendant que soit effectué le reclassement, ces fonctionnaires continueront à percevoir le traitement afférent au grade de leur cadre d'origine.

ART. 52. — Les fonctionnaires des cadres locaux des P.T.T. et de la radiotélégraphie pourront également, sur leur demande, être intégrés dans le présent cadre général, dans les conditions définies aux articles 56 et 57.

Leur demande ne pourra toutefois être examinée que si :

1^o — Ils font l'objet d'une proposition des gouverneurs généraux, gouverneurs et chefs de territoires, ou du directeur des transmissions coloniales s'ils sont en service au commissariat aux colonies;

2^o — Ils appartiennent à un des cadres locaux figurant sur une liste dressée par le commissaire aux colonies.

Cette liste comportera elle-même deux catégories :

a) cadres locaux dont les conditions de recrutement peuvent être considérées comme analogues à celles du présent cadre général;

b) cadres locaux dont les conditions de recrutement sont inférieures.

ART. 53. — Les fonctionnaires du cadre métropolitain des postes, télégraphes et téléphones, détachés aux colonies, qu'ils soient incorporés ou non dans les cadres locaux des P.T.T. ou de la radiotélégraphie pourront, sur leur demande, être détachés ou intégrés dans le présent cadre général dans les conditions fixées à l'article 58.

ART. 54. — Dans un délai qui prendra fin cinq ans après la cessation des hostilités, les agents contractuels en service aux colonies dans les cadres locaux des P.T.T. et de la radiotélégraphie, pourront, sur leur demande, être intégrés dans le présent cadre général sur la proposition des gouverneurs généraux, gouverneurs et chefs de territoires, dans les conditions définies à l'article 59.

Les intéressés devront avoir accompli deux années au moins de pratique coloniale dans les travaux de leur qualification et faire l'objet d'un rapport motivé du chef du service des transmissions de la colonie.

ART. 55. — Les fonctionnaires et agents faisant l'objet des articles 51, 52, 53 et 54 seront reclassés et intégrés dans le cadre général des transmissions coloniales par la commission de classement prévue aux articles 29 et 34 du présent décret.

ART. 56. — Pour les fonctionnaires des anciens cadres généraux visés à l'article 51 et pour les fonctionnaires appartenant aux cadres locaux classés dans la catégorie a) de l'article 52, le reclassement s'effectuera de manière à placer ces fonctionnaires et agents dans la situation qu'ils occuperaient dans le cadre général s'ils y avaient accompli leur carrière, compte tenu de leur notation, de leur ancienneté et des rappels de services militaires acquis ou conservés.

ART. 57. — Pour les fonctionnaires appartenant aux cadres locaux classés dans la catégorie b) de l'article 52, le reclassement s'effectuera dans les conditions précisées à l'article 56, s'ils peuvent justifier des diplômes ou brevets de spécialité qui leur auraient permis d'accéder aux cadres généraux visés à l'article 51 ou aux cadres locaux de la catégorie visée au paragraphe a) de l'article 52.

S'ils ne peuvent justifier de ces diplômes ou brevets de spécialité, les intéressés seront intégrés dans le cadre général à concordance de solde ou, en cas de non concordance, à l'échelon ou à la classe immédiatement supérieure.

Ils ne pourront toutefois être intégrés que dans certains des services de la section III (personnel de contrôle et de maîtrise), et sans pouvoir, dans chacun de ces services être classés au-dessus du grade limite indiqué ci-dessous :

A. — Services administratifs et d'exploitation des P.T.T.

b) Branche de l'exploitation : contrôleur principal de 1^{re} classe.

B. — Services radioélectriques : chef de poste radioélectricien ou contrôleur principal des installations radioélectriques de 1^{re} classe.

C. — Services techniques des P.T.T.

a) Centraux téléphoniques et télégraphiques : contrôleur principal des centraux téléphoniques et télégraphiques de 2^e classe.

b) Lignes et installations d'abonnés :

Vérificateur principal du service des installations ou chef d'équipe principal du service des lignes de 2^e classe.

Au cas où la solde de base qu'il percevait dans son cadre d'origine est supérieure à celle du grade maximum au-dessus duquel l'intéressé ne peut être intégré, celui-ci conservera à titre personnel le bénéfice de cette solde de base.

Les fonctionnaires ainsi reclassés ne peuvent par voie d'avancement dépasser les grades limites indiqués ci-dessus. Ils pourront cependant être promus aux grades supérieurs dans les conditions générales d'avancement fixées au titre IV, s'ils subissent avec succès les épreuves d'un examen professionnel dont le programme sera établi par arrêté du commissaire aux colonies et qui aura lieu dans un délai de deux ans après la cessation des hostilités.

ART. 58. — Le détachement ou l'intégration des fonctionnaires du cadre métropolitain des P.T.T., détachés aux colonies, aura lieu suivant les dispositions ci-après :

a) pour les fonctionnaires incorporés dans les cadres locaux coloniaux, dans les conditions fixées par l'article 56.

b) pour les fonctionnaires non incorporés, suivant les dispositions de l'arrêté spécial visé à l'article 43 du titre VI.

Toutefois, les fonctionnaires du cadre métropolitain des P.T.T., détachés aux colonies, ne pourront être intégrés définitivement dans le cadre général que s'ils ont effectué au moins trois ans de service aux colonies, et s'ils font simultanément une demande de démission de leur cadre d'origine et d'entrée dans le cadre général. Leur demande de démission devra obligatoirement être transmise par le commissariat aux colonies, au commissariat aux communications et à la marine marchande, accompagnée de l'avis des chefs de territoires sous l'autorité desquels ils sont placés.

ART. 59. — Pour l'intégration des agents contractuels, il sera tenu compte de ce que les traitements fixés par leur contrat sont normalement plus élevés que les traitements, indemnités comprises, des fonctionnaires pouvant leur être assimilés.

ART. 60. — La commission de classement prévue à l'article 55 du présent décret déterminera pour l'ensemble du personnel faisant l'objet des articles 51, 52, 53 et 54, l'ancienneté effective et les rappels pour services militaires conservés, le cas échéant, dans le grade ou la classe du cadre général.

ART. 61. — Pour la formation du nouveau cadre et pendant une période qui prendra fin une année après la cessation des hostilités, les ingénieurs radioélec-

triciens et les ingénieurs des installations qui, à la date de la signature du présent décret, auront atteint ou dépassé l'âge de quarante ans, pourront, sur la proposition des autorités dont ils relèvent, et après avis de la commission de classement, réunie à cet effet, être nommés à titre exceptionnel ingénieurs principaux de 3^e, de 4^e ou de 5^e classe à l'époque où :

1^{re} — ils auront atteint la 1^{re} ou la 2^e classe du grade d'ingénieur radioélectricien ou d'ingénieur des installations, ou compteront deux années d'ancienneté au moins dans la 3^e classe de ce grade;

2^e — ils justifieront de deux années d'exercice au moins dans les fonctions de chef d'un service.

Dans leur nouveau grade, les fonctionnaires ainsi nommés conserveront, au point de vue de l'avancement, l'ancienneté qu'ils avaient acquise dans la classe de leur ancien grade.

ART. 62. — Pour la formation du nouveau cadre et pendant une période qui prendra fin une année après la cessation des hostilités, les chefs de centre radioélectriciens et les chefs de section des installations radioélectriques qui, à la date de la signature du présent décret, auront atteint ou dépassé l'âge de quarante ans, pourront, sur la proposition des autorités dont ils relèvent et, après avis de la commission de classement, réunie à cet effet, être nommés, à titre exceptionnel, ingénieurs radioélectriciens à la classe correspondant à leur solde, à la double condition :

1^{re} — d'avoir atteint le grade de chef de centre ou de chef de section de 1^{re} classe ou de justifier de deux années d'ancienneté dans le grade de chef de centre ou de chef de section de 2^e classe;

2^e — d'avoir subi, avec succès, en cours de carrière, les épreuves d'un examen professionnel sur la technique radioélectrique et sur les connaissances indispensables à la conduite des stations de grande et moyenne puissance et portant attribution d'un brevet de chef de station radiotélégraphique, ou de faire l'objet d'un rapport motivé du chef du service des transmissions de la colonie.

Dans leur nouveau grade, les chefs de centre et les chefs de section de 2^e et de 1^{re} classe avant 3 ans conservent au point de vue de l'avancement, l'ancienneté qu'ils avaient acquise dans la classe de leur ancien grade. Il en est de même pour les chefs de centre et les chefs de section de 1^{re} classe après trois ans, pour ce qui est de l'ancienneté acquise à l'échelon de solde auquel ils étaient parvenus.

ART. 63. — Pourront seuls être nommés ingénieurs principaux, ingénieurs radioélectriciens et ingénieurs des installations au titre des dispositions transitoires les fonctionnaires qui, outre les conditions énumérées aux articles 61 et 62 compteront au moins quinze années de service le jour de la publication du présent décret.

ART. 64. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent décret et notamment les textes suivants :

— le décret du 26 mars 1939 et tous actes modificatifs subséquents, organisant le cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux;

— le décret 433 du 16 septembre 1942, créant une section de radiodiffusion dans le cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux;

— les décrets du 28 juillet 1939 et du 3 septembre 1939 et tous actes modificatifs subséquents, organisant le cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux;

— le décret 669 du 28 décembre 1942 prorogeant les dispositions de l'article 28 du décret du 28 juillet 1939.

Sont également abrogés de plein droit les actes dits « décrets » du 28 octobre 1941 et du 27 mai 1942 portant respectivement modification du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux du 26 mars 1939 et organisation d'un cadre général des agents des transmissions coloniales.

ART. 65. — A dater de la publication du présent décret, aucun recrutement ne sera plus effectué dans les différents cadres locaux coloniaux figurant sur la liste dressée par le commissaire aux colonies et visée à l'article 52.

ART. 66. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 23 août 1944.

Henri QUEUILLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Pouvoirs publics

N° 133 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

9 mars 1945. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 19 février 1945 portant application en A.O.F. et au Togo de certaines dispositions de l'ordonnance du 21 avril 1944 portant organisation des pouvoirs publics en France après la libération.

Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes du territoire.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 21 avril 1944 portant organisation des pouvoirs publics en France après la libération et notamment l'article 32;

Vu l'ordonnance du 20 novembre 1944 portant adaptation aux territoires relevant du ministère des colonies de l'ordonnance du 21 avril 1944 précitée et notamment son article 9 ainsi conçu : « des décrets pris en forme de règlement d'administration publique détermineront les conditions d'adaptation de l'ordonnance du 21 avril 1944 susvisée dans les territoires relevant du département des colonies autres que les Antilles et la Réunion »;

Vu le décret du 10 août 1872 portant organisation d'institutions municipales au Sénégal et dépendances et les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 4 décembre 1920 portant réorganisation des communes-mixtes et des communes indigènes en A.O.F.;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant organisation des communes-mixtes au Togo;

Le Conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la période transitoire précédant la convocation de l'assemblée nationale constituante à laquelle les territoires de l'empire seront représentés dans les conditions qui seront fixées conformément à l'article 31 de l'ordonnance susvisée du 21 avril 1944, les municipalités de plein exercice actuellement en fonctions en A.O.F. sont prorogées jusqu'aux élections prévues à l'article 3 ci-après.

ART. 2. — Un arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. fixe les délais de procédure applicables à la révision des listes électorales ainsi que la date à partir de laquelle est effectuée cette opération.

ART. 3. — Lorsque l'établissement des listes électorales est terminé le collège électoral est convoqué par arrêté du Gouverneur général à la date fixée par décret rendu sur le rapport du Ministre des colonies pour procéder aux élections de municipalités provisoires.

ART. 4. — Seront inscrites sur la liste électorale de leur résidence coloniale actuelle les citoyennes françaises résidant en A.O.F. et au Togo qui, en vertu de la législation applicable aux citoyennes originaires de la métropole, de l'Algérie, des Antilles, de la Réunion, de la Guyane, de Madagascar, de la Nouvelle Calédonie et des établissements français de l'Océanie, auraient pu prétendre à leur inscription sur une liste électorale de la métropole ou de l'un de ces territoires; elles seront électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les citoyens français.

ART. 5. — Des arrêtés du Gouverneur général fixeront les conditions d'application des dispositions des articles ci-dessus aux commissions municipales des communes-mixtes de l'A.O.F. et du Togo.

ART. 6. — Ne peuvent faire partie d'aucune assemblée communale, délégation spéciale ou commissions municipales :

A) les membres ou anciens membres des prétendus Gouvernements ayant eu leur siège dans la métropole depuis le 17 juin 1940;

B) les citoyens qui, depuis le 16 juin 1940, ont directement par leurs actes, leurs écrits ou leur attitude personnelle, soit favorisé les entreprises de l'ennemi, soit porté atteinte aux institutions constitutionnelles et aux libertés publiques fondamentales, soit tiré sciemment ou tenté de tirer un bénéfice matériel direct de l'application des règlements de l'autorité de fait contraires aux lois en vigueur le 16 juin 1940;

C) les membres du parlement ayant abdiqué leur mandat en votant la délégation du pouvoir constituant à Philippe Pétain le 10 juillet 1940;

D) les individus ayant accepté de l'organisme de fait se disant Gouvernement de l'Etat Français soit une fonction d'autorité, soit un siège de conseiller national, de conseiller départemental nommé, de conseiller municipal de Paris.

Pourront cependant être relevés par le Gouverneur général après enquête de la déchéance prévue aux alinéas C et D du présent article les français qui se sont réhabilités par leur participation directe et active à la résistance, participation constatée suivant le cas soit par une décision d'un comité local composé du président de la Juridiction d'Appel et de deux représentants des organisations patriotiques locales désignés dans les conditions fixées par arrêté du Gouverneur général, soit si l'intéressé se prévaut d'actes accomplis par lui dans la métropole par une décision du comité départemental de libération du lieu où les dits faits se sont passés.

ART. 7. — Les conditions d'adaptation à l'A.O.F. et au Togo des dispositions du titre 6 de l'ordonnance du 21 avril 1944 relatives à l'assemblée représentative provisoire feront l'objet d'un texte ultérieur conformément à l'article 9 de l'ordonnance du 20 novembre 1944.

ART. 8. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Française ainsi qu'au *Journal officiel* de l'A.O.F. et du Togo et inséré au Bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 19 février 1945.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Stations météorologiques

N° 368 MET. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

1^{er} février 1945. — Le tableau annexé à l'arrêté n° 4213/MET. du 15 décembre 1943 est modifié et complété comme suit :

Guinée :

STATIONS PRINCIPALES

Lire : Kankan au lieu de Kouroussa.

STATIONS PLUVIOMÉTRIQUES

Lire : Kouroussa au lieu de Kankan.

STATIONS DE PREMIER ORDRE SPÉCIALISÉES

Ajouter : terrain d'aviation de Conakry.

Côte d'Ivoire :

STATIONS DE PREMIER ORDRE SPÉCIALISÉES « B »

Ajouter : Port-Bouet, Man, Odienné.

STATIONS CLIMATOLOGIQUES

Supprimer : Port-Bouet, Man, Odienné.

Soudan :

STATIONS DE PREMIER ORDRE SPÉCIALISÉES « B »

Ajouter : Kéniéba, Bafoulabé, Bougouni, Nioro.

STATIONS PLUVIOMÉTRIQUES

Ajouter : Goualala.

STATIONS CLIMATOLOGIQUES

Supprimer : Kéniéba, Nioro, Bougouni.

STATIONS PLUVIOMÉTRIQUES

Supprimer : Bafoulabé.

Niger :

STATIONS DE PREMIER ORDRE SPÉCIALISÉES

Ajouter : N'Guigmi, Maïné-Soroa.

STATIONS PLUVIOMÉTRIQUES

Ajouter : Dirkou.

STATIONS CLIMATOLOGIQUES

Supprimer : N'Guigmi, Maïné-Soroa.

Togo :

STATIONS PLUVIOMÉTRIQUES

Supprimer : Klabé.

Produits industriels

ARRETE N° 456 TP. du 10 février 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F., et les actes modificatifs ultérieurs;

Vu le décret du 19 septembre 1936 modifié par celui du 20 juillet 1937 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu l'ordonnance du 27 mai 1944, attribuant force de décret à la réglementation sur le régime des prix issue de l'acte dit loi du 14 mars 1942, complété par l'arrêté n° 4710/SE. du 31 décembre 1942 et par celui n° 1294/SE. du 29 mars 1943;

Vu le décret du 8 septembre 1942, créant une Direction générale des Travaux Publics en A.O.F. et au Togo;

Vu l'arrêté n° 4545/TP. du 22 décembre 1942 modifié par l'arrêté n° 4369 TP. du 31 décembre 1943, fixant l'organisation et le fonctionnement de la Direction générale des Travaux Publics;

Vu l'arrêté n° 2757/TP. du 5 octobre 1944 fixant les conditions de répartition et réglementant la vente des produits industriels;

Vu le décret du 31 janvier 1944, portant création du Comité du Commerce Extérieur de l'A.O.F., promulgué par arrêté du 24 février 1944;

Vu l'arrêté n° 1042/SE. du 8 avril 1944, fixant les règles relatives à la répartition des marchandises réceptionnées par les soins du Comité du Commerce Extérieur ou par voie administrative, et les textes modificatifs ultérieurs;

Vu l'arrêté n° 3017/SE. du 9 novembre 1944 relatif à la délivrance des licences d'importation pour les marchandises étrangères;

Sur la proposition de l'Ingénieur général, directeur général des Travaux Publics de l'A.O.F. et du Togo;

La commission permanente du conseil du Gouvernement entendue;

ARRETE :

TITRE PREMIER

Dispositions générales

ARTICLE PREMIER. — Sont réputés « Produits industriels », tous produits destinés à l'usage d'établissements industriels. Toutefois, sont seuls soumis à la réglementation faisant l'objet du présent arrêté ceux de ces produits figurant sur une nomenclature particulière établie par le directeur général des Travaux Publics et approuvée par le Gouverneur général.

ART. 2. — Selon leur origine, les produits industriels sont répartis en deux classes :

Produits d'origine locale fabriqués en A.O.F. et au Togo;

Produits importés d'origine française ou étrangère.

ART. 3. — La fabrication des produits industriels d'origine locale soumis à la présente réglementation est contrôlée par l'administration qui peut notamment imposer des normes minima de qualité et de conditionnement et limiter éventuellement la cadence de production.

ART. 4. — Les produits industriels importés en A.O.F. et au Togo sont classés suivant leur mode d'importation en quatre catégories :

1° — produits importés par voie administrative (actuellement Comité du Commerce Extérieur);

2° — produits importés par un utilisateur final ou pour le compte d'un utilisateur final suivant un système conférant attribution (distribution de contingents matières par le directeur de la Production industrielle; visa préalable donné sur les commandes ou licences, ou tous autres documents en tenant lieu);

3° — produits importés directement par une maison de commerce (sans utilisateur final précisé) sur licences ou suivant un mode d'importation résultant d'un programme limitatif ou d'un contingentement;

4° — produits importés directement par une maison de commerce ou un particulier en dehors de toute intervention administrative.

TITRE II

Répartition intercoloniale

ART. 5. — Les produits industriels d'origine locale visés à l'article 3 ci-dessus peuvent, si l'importance de la fabrication le justifie, faire l'objet de programmes de production en vue de leur répartition entre les différentes colonies ou territoires.

Ces programmes de production sont établis, sur instructions du Gouverneur général (Direction générale des Travaux Publics) par l'autorité administrative locale sur le territoire de laquelle les établissements visés exercent leur activité. Ils sont transmis (trimestriellement en principe) au Directeur de la Production Industrielle qui fixe la répartition intercoloniale de la production escomptée ainsi que la part à réserver à sa disposition et s'il y a lieu celle destinée à l'exportation.

ART. 6. — Afin de permettre la répartition intercoloniale des produits industriels importés, les règles suivantes seront appliquées :

1° — Produits importés par voie administrative. — Le Comité du Commerce Extérieur avisera immédiatement le directeur de la Production Industrielle de tout arrivage de l'espèce à soumettre à répartition intercoloniale adressé au nom du Gouvernement général ou au nom d'une maison de commerce.

Il l'informerait également de la réception des marchandises destinées à un utilisateur final précisé dans la commande.

2° — Produits importés directement par une maison de commerce ou un utilisateur final (catégories 2, 3 et 4 de l'article 4). — L'importateur établira une déclaration donnant le détail des produits importés par catégories de la nomenclature. L'enlèvement des marchandises ne sera autorisé par les services des douanes que sur le vu de cette déclaration dont ils vérifieront l'exactitude et qu'ils transmettront directement :

au directeur de la Production Industrielle pour les produits industriels importés par les ports de Dakar et de Rufisque;

au gouverneur de la colonie ou du territoire intéressé pour les produits industriels importés par une autre voie.

Toutefois, pour les produits industriels importés par un utilisateur final suivant un système conférant attribution (catégorie 2 de l'article 4) la déclaration exigée à l'alinéa précédent pourra se limiter à une référence à cette attribution (nature, numéro et date).

ART. 7. — Les produits industriels entrant dans la catégorie 2 de l'article 4 seront laissés à la libre disposition des utilisateurs finals intéressés.

ART. 8. — Pour les produits industriels importés en dehors des ports de Dakar et Rufisque et ne répondant pas aux conditions de l'article 7, les chefs de colonies ou de territoires feront placer, sauf instructions contraires du Gouverneur général un cinquième des arrivages en réserve temporaire chez l'importateur et en rendront compte immédiatement au Gouverneur général (Direction générale des Travaux Publics — Direction de la Production Industrielle).

Les quatre autres cinquièmes seront laissés à la disposition des territoires dans lesquels ils auront été importés.

ART. 9. — Sur le vu des avis, déclarations et comptes rendus prévus aux articles 6 et 8 et compte tenu de la fraction laissée à la disposition des territoires importateurs en application du dernier alinéa de l'article 8, le directeur de la Production Industrielle :

1° — procédera aux attributions avant commercialisation prévues en faveur de certains utilisateurs finals en dérogation du principe des antériorités (articles 11 et 12 de l'arrêté 1042/SE. du 8 avril 1944);

2° — fixera la part des marchandises importées à attribuer aux différentes colonies ou territoires.

Il placera en outre en « contingent fédéral » à sa disposition chez les importateurs ou attributaires commerciaux, une certaine partie de ces produits en vue notamment de satisfaire aux attributions directes prévues par la présente réglementation.

Dans le cas où le directeur de la Production Industrielle n'aurait pas au moment d'un arrivage, les éléments d'information voulus pour effectuer immédiatement la répartition intercoloniale, il aura la faculté de placer temporairement les marchandises correspondantes en « réserve fédérale » chez les importateurs ou attributaires commerciaux.

ART. 10. — Les répartitions faites en vertu de l'article précédent sont immédiatement notifiées par le directeur de la Production Industrielle :

1^o — pour les marchandises importées au nom du Gouvernement général, au directeur du Comité du Commerce Extérieur qui fixera la répartition commerciale conformément aux indications de l'arrêté 1042/SE. du 8 avril 1944 ;

2^a — pour les marchandises importées par une maison de commerce ou un particulier, au directeur du Comité du Commerce Extérieur et aux importateurs intéressés qui devront prendre toutes dispositions utiles, en accord avec les chefs de colonies ou de territoires, pour acheminer les produits sur leur destination définitive.

Les chefs de colonies ou de territoires seront en outre directement informés des attributions faites au profit de leur territoire.

TITRE III

Distribution aux utilisateurs finals

ART. 11. — Les produits attribués aux colonies ou territoires en vertu :

soit des répartitions de produits d'origine locale prévues à l'article 5 ;

soit de la fraction des importations laissée à leur disposition en application de l'article 8 ;

soit des répartitions intercoloniales effectuées conformément aux indications de l'article 9 ;

constituent le « stock approvisionnement » de la colonie ou du territoire intéressé.

ART. 12. — Sous les réserves énoncées aux articles 15 et 22 ci-après les besoins des utilisateurs de chaque colonie ou territoire sont satisfaits, au mieux des intérêts en présence, sur le « stock approvisionnement » correspondant.

Les « stocks approvisionnement » sont gérés et contrôlés par les chefs de colonies ou de territoires qui déterminent pour les produits figurant dans ces stocks les mesures de blocage, de contingentement, de rationnement, de déclaration de stocks, de distribution contrôlée ou libre auxquelles ils doivent être assujettis afin d'obtenir une utilisation de ces produits conformes aux intérêts de leur colonie ou de leur territoire.

Toutefois la mise en vente libre d'un produit industriel est subordonnée à l'accord préalable du Gouvernement général.

ART. 13. — Le « contingent fédéral » constitué par le directeur de la Production Industrielle au moment des répartitions visées aux articles 5 (produits d'origine locale) et 9 (produits importés) est destiné à satisfaire, au moyen d'attributions directes les besoins de certains utilisateurs finals ou groupes d'utilisateurs finals précisés ci-après.

Ces attributions terminées, le reliquat du « contingent fédéral » est versé à la « Réserve fédérale » et conservé par les détenteurs à la disposition du directeur de la Production Industrielle.

ART. 14. — Peuvent recevoir des attributions directes sur le « contingent fédéral » les utilisateurs finals suivants :

1^o — services administratifs ou militaires d'intérêt fédéral à caractère industriel ;

2^o — entreprises industrielles assurant un service public d'intérêt fédéral nettement reconnu ;

3^o — organismes syndicaux, intersyndicaux ou autres groupant les industriels de plusieurs colonies, sous réserve que ces groupements soient habilités à recenser, centraliser et justifier les besoins de leurs adhérents respectifs et possèdent en outre, à Dakar, un représentant qualifié et accrédité auprès du directeur de la Production Industrielle.

Pour bénéficier des dispositions du présent article, les utilisateurs finals précités devront en faire la demande au directeur de la Production Industrielle et fournir toutes les justifications nécessaires.

ART. 15. — Les utilisateurs finals admis par le directeur de la Production Industrielle au bénéfice de l'article 14 ne peuvent recevoir d'attribution de produits sur les « stocks approvisionnement » des colonies ou territoires que pour certains produits d'usage courant dont aucune fraction n'a été inscrite au « contingent fédéral ».

Pour permettre dans ces cas aux chefs des colonies ou des territoires intéressés de juger des attributions à consentir, le directeur de la Production Industrielle les tiendra informés de toutes les attributions directes faites aux ressortissants de leur colonie ou de leur territoire au titre du « contingent fédéral ».

ART. 16. — La « Réserve Fédérale » comprend d'une part des marchandises en instance de répartition intercoloniale (article 9, dernier alinéa) d'autre part la fraction disponible du « contingent fédéral » après les attributions directes (article 13, dernier alinéa) et éventuellement certains produits d'importation difficile dont il est nécessaire de limiter la cadence d'utilisation.

La sortie des produits placés en « réserve fédérale » peut s'effectuer par décision du directeur de la Production Industrielle sous forme soit d'attributions aux différentes colonies ou territoires au titre de leur « stock approvisionnement » ou aux utilisateurs finals désignés à l'article 14 ; soit d'autorisations individuelles d'achat en cas de besoins imprévus et urgents.

Ces décisions sont notifiées aux chefs des colonies ou territoires dans lesquels les produits en cause sont entreposés en réserve fédérale où dont dépendent les utilisateurs finals attributaires.

ART. 17. — Les détenteurs de produits industriels placés en « réserve fédérale » adressent au directeur de la Production Industrielle dans la première quinzaine de chaque trimestre de calendrier, la situation de leurs stocks en indiquant notamment les mouvements effectués au cours du trimestre précédent.

TITRE IV

Dispositions diverses

ART. 18. — Aucun produit détenu par un établissement commercial ou industriel au titre du « stock approvisionnement » d'une colonie ou d'un territoire ne peut être transféré dans une autre colonie ou territoire soit pour le compte d'une agence ou filiale de ces établissements soit sous forme de cession à une autre maison, sans une autorisation administrative.

Cette autorisation est donnée par le chef de la colonie ou du territoire détenteur sur demande de la colonie ou du territoire destinataire. Toutefois, le Gouverneur général peut prescrire un transfert de produits entre deux colonies ou territoires lorsque cette opération présente un caractère d'intérêt fédéral. Les transferts de produits industriels vers un territoire extérieur à la fédération sont autorisés par le Gouverneur général ou son délégué.

ART. 19. — Aucun utilisateur final ne peut, sans en avoir obtenu l'autorisation, céder à un autre utilisateur final les produits industriels qui lui ont été attribués.

Cette autorisation est donnée par l'autorité administrative qui a procédé à l'attribution initiale.

ART. 20. — Les produits industriels destinés aux besoins propres de leurs détenteurs constituent leur « stock atelier ».

Le « stock atelier » ne peut, en principe, faire l'objet d'aucune mesure de blocage sauf en cas d'arrêt temporaire ou définitif de l'entreprise intéressée ou en cas d'utilisation de ces produits à des fins autres que celles prévues lors de leur attribution.

Toutefois, l'autorité administrative qui a procédé à l'attribution initiale des produits en cause peut autoriser ou exceptionnellement prescrire des cessions ou des prêts d'un établissement à un autre.

Lorsqu'une maison de commerce dispose d'un « stock atelier » elle ne peut faire passer dans celui-ci aucun des produits qu'elle détient au titre du « stock approvisionnement » d'une colonie ou d'un territoire ou au titre « réserve fédérale » sans l'autorisation expresse de l'autorité compétente (chefs de colonies ou de territoires ou directeur de la Production Industrielle suivant le cas).

ART. 21. — Tout commerçant est dans l'obligation de satisfaire, dans la limite de ses stocks soumis à déclaration, aux autorisations de vente ou de transfert qui lui sont présentées signées par l'autorité compétente.

TITRE V

*Dispositions transitoires — Pénalités —**Exécution du présent règlement*

ART. 22. — A titre transitoire, pour la période pendant laquelle les organismes militaires ou les organismes civils relevant d'un département ministériel autre que celui des colonies auront pour tout ou partie des produits industriels leurs procédés propres d'approvisionnement il pourra en cas de nécessité leur être consenti sur le « stock approvisionnement » d'une colonie ou d'un territoire des avances limitées de ces produits sous forme de prêts remboursables en nature.

A cet effet, les demandes de l'espèce seront adressées par les organismes intéressés au chef de la colonie ou du territoire correspondant; elles indiqueront la durée approximative d'utilisation et comporteront l'engagement de rembourser en nature les produits ainsi avancés. Ces remboursements auront lieu en principe en produits de même catégorie. Satisfaction sera donnée à ces demandes selon les possibilités du « stock approvisionnement » et la comptabilité de ces prêts sera tenue par chaque colonie ou territoire.

Un relevé trimestriel des opérations effectuées (prêts et remboursements) sera adressé au Gouverneur général.

ART. 23. — Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté seront passibles des peines prévues au titre III du texte dit loi du 14 mars 1942 ayant reçu force de décret par ordonnance du 27 mai 1944.

ART. 24. — Pour l'application du présent arrêté, le territoire de la circonscription de Dakar et Dépendances est assimilé à une colonie.

Les gouverneurs ou chefs de territoire ont faculté de déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs ou attributions résultant de la présente réglementation à un ou plusieurs fonctionnaires, notamment au chef du service local de la Production Industrielle.

ART. 25. — Est abrogé l'arrêté n° 2757/TP. du 5 octobre 1944 relatif à la réglementation des produits industriels.

ART. 26. — Les gouverneurs des colonies, le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et Dépendances, le commissaire de la République Française au Togo, le directeur général des Travaux Publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 10 février 1945.

P. COURNARIE.

Nomenclature des produits industriels

(Application de l'article 1^{er} de l'arrêté N° 456/TP. du 10 février 1945)

1. — PRODUITS VÉGÉTAUX

- A. — Pneumatiques, chambres à air et tous objets en caoutchouc à usage industriel.
- B. — Toiles à sacs, à voiles, bâches et toiles à bâches et tous filés et tissus à usage industriel.
- C. — Bois débités.
- D. — Papiers et cartons.
- E. — Autres produits végétaux à usage industriel (huiles et graisses, goudrons, produits tannants, etc...).

2. — PRODUITS MINÉRAUX NON MÉTALLIQUES

- A. — Charbons minéraux et dérivés (cokes, goudron etc...).
- B. — Produits pétroliers (carburants, lubrifiants, asphaltes).
- C. — Ciments, chaux et plâtres.

D. — Matériaux de construction non métalliques (fibro-ciment, céramiques, briques etc...).

E. — Meules, abrasifs et autres produits minéraux à usage industriel.

3. — MÉTAUX FERREUX

A. — Fontes et produits dérivés (tuyaux, produits en fonte malléable etc...).

B. — Fers et aciers manufacturés (fers à béton, profilés, rails, tubes, tôles noires et galvanisées planes, striées et ondulées, fer blanc, emballages métalliques, grillages etc...).

C. — Tréfilés (fils de fer et d'acier, électrodes de soudure etc...) et dérivés (câbles métalliques, grillages etc...).

D. — Pointes, rivets, vis, boulons, rondelles, goupilles etc...

E. — Outils à main et outillage d'atelier.

4. — MÉTAUX NON FERREUX

A. — Aluminium et alliage (métal brut et ouvré).

B. — Cuivre, laiton et bronze (métal brut et ouvré).

C. — Plomb (métal brut et ouvré).

D. — Zinc (métal brut et ouvré).

E. — Etain, soudure et antifriction.

F. — Autres métaux non ferreux à usage industriel.

5. — MACHINES ET MATÉRIEL MÉCANIQUES ET ÉLECTRIQUES

A. — Toutes machines de force motrice et pièces détachées.

B. — Organes de transmission (paliers, roulements, courroies etc...).

C. — Machines et appareils électriques et pièces détachées.

D. — Matériel de travaux publics, de manutention, d'exploitation de mines et pièces détachées.

E. — Machines industrielles (machines-outils, machines à bois, machines textiles etc...) et pièces détachées.

F. — Machines et tracteurs agricoles et pièces détachées.

6. — VÉHICULES

A. — Locomotives, wagons et pièces détachées.

B. — Voitures, cars et camions automobiles et pièces détachées.

C. — Cycles, motocycles et pièces détachées.

D. — Chalands, remorqueurs, dragues, tous engins maritimes et fluviaux et pièces détachées.

E. — Autres engins de transport.

7. — DIVERS

A. — Produits chimiques industriels.

B. — Peintures, vernis et colorants.

C. — Explosifs.

Farine de manioc

ARRETE N° 669 SE./P. du 1^{er} mars 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F. et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté 1680 SE. du 3 mai 1943 modifiant l'article 2 de la loi précitée du 14 mars 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La valeur FOB port d'embarquement de la farine de manioc, en provenance de toutes colonies ou territoires et destinée à l'exportation hors de l'Afrique Occidentale Française est fixée à 4,346 frs. la tonne logée.

ART. 2. — Les Gouverneurs du Sénégal, de la Mauritanie, du Soudan, de la Guinée Française, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey et du Niger, le Commissaire de la République au Togo, le Gouverneur, Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 1^{er} mars 1945.

P. Le Gouverneur général,
Le Gouverneur des colonies,
Secrétaire général du Gouvernement général,
Y. DIGO.

Communes - mixtes

ARRETE N° 681/A.P. du 1^{er} mars 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F., modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu l'arrêté général du 3 mars 1920 fixant les délais d'application en A.O.F. des lois, décrets et arrêtés émanant du Pouvoir Central et du Gouverneur général;

Vu le décret du 4 décembre 1920 réorganisant le régime des communes-mixtes et des communes indigènes en A.O.F.;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant organisation des communes-mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 27 novembre 1929 portant réorganisation des communes-mixtes en A.O.F.;

Vu l'arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution et de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo;

Vu le décret du 19 février 1945 portant adaptation à l'A.O.F. et au Togo de certaines dispositions de l'Ordonnance du 21 avril 1944 sur l'organisation des pouvoirs publics en France après la libération (promulgué par arrêté 679 du 1^{er} mars 1945);

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les listes des notables des communes-mixtes du 1^{er} et 2^e degré prévues aux articles 13 et 14 de l'arrêté du 27 novembre 1929 seront révisées par l'Administrateur-Maire en commission municipale entre les 10 et 25 mars 1945 et arrêtées avant le 1^{er} juin par le Gouverneur ou le Chef de territoire en conseil privé ou d'administration.

ART. 2. — Elles seront déposées au bureau de l'Administrateur-Maire et tenues à la disposition du public qui sera avisé dans les 5 jours par voie d'affiches ou par tout autre mode de publicité.

ART. 3. — Le Gouverneur ou le Chef de territoire en conseil privé ou d'administration statuera, sauf recours au tribunal de 1^{re} instance ou à la Justice de paix à compétence étendue, sur les réclamations aux fins d'inscriptions sur les listes ou sur les demandes de radiation.

Les réclamations ou demandes devront être déposées entre les mains de l'Administrateur-Maire dans les 15 jours qui suivront la date de déposition des listes dans les bureaux de la commune-mixte.

ART. 4. — Le recours au tribunal de 1^{re} instance ou à la Justice de paix à compétence étendue devra être porté dans le délai d'un mois à compter du jour où aura été notifiée à l'intéressé la décision du Gouverneur rejetant sa demande ou sa réclamation.

Le tribunal statuera au plus tard dans les 15 jours.

ART. 5. — Le renouvellement des commissions municipales aura lieu dans le courant du mois de juin.

ART. 6. — Les Gouverneurs des Colonies du Groupe et le Commissaire de la République au Togo sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera mis en application suivant la procédure d'urgence prévue par l'arrêté du 3 mars 1920.

Dakar le 1^{er} mars 1945.

COURNARIE.

Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local N° 134, Cab. du 9 mars 1945.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Régime pénitentiaire

Prison de Lomé

ARRETE N° 105 APA. du 25 février 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 488 du 1^{er} septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire au Togo, et vu notamment son article 20 relatif aux heures de travail et de repos, ainsi qu'à celles des repas des détenus;

Vu l'arrêté N° 316 du 13 juin 1939 fixant les heures de travail, de repos et des repas des détenus;

Sur la proposition du commandant du Cercle de Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté N° 316 du 13 juin 1939 susvisé est modifié comme suit, en ce qui concerne la prison de Lomé :

Jours ordinaires

1 ^o — Réveil et appel	5 h.
2 ^o — Soins de propreté	5 h.15.
3 ^o — Rassemblement et distribution du travail	5 h.45.
4 ^o — Travail . . . de 6 heures à . . .	11 h.30
5 ^o — Repas et repos : de 12 heures à . .	13 h.45.
6 ^o — Rassemblement et distribution du travail	13 h.45.
7 ^o — Travail 14 heures à . . .	17 h.
8 ^o — Rassemblement et appel à	17 h.15.
9 ^o — Repas de 17 h.30 à . . .	18 h.
10 ^o — Coucher	19 h.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 février 1945.

J. NOUTARY.

N° 106 APA. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

25 février 1945. — Sont supprimés les cours de rééducation sociale, destinés aux détenus de la prison de Lomé, créés par l'arrêté N° 166 du 28 mars 1938.

Commandement indigène

ARRETE N° 113 APA. du 1^{er} mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du domaine et du régime des terres domaniales au Togo;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté N° 260 du 1^{er} mai 1933 instituant des allocations en faveur des chefs indigènes pour services rendus à l'administration française, modifié par l'arrêté du 17 avril 1940;

Vu l'arrêté N° 171 du 6 mai 1936 portant organisation du commandement indigène au Togo, modifié et complété par l'arrêté N° 268 A.P.A. du 20 mai 1944;

Vu l'arrêté N° 526 c.d. du 17 octobre 1944 réglementant l'impôt personnel;

Vu l'arrêté N° 532 c.d. du 17 octobre 1944 instituant une taxe vicinale en remplacement des prestations;

Vu le décret du 17 juillet 1944 instituant un code pénal indigène pour l'A.O.F., l'A.E.F., le Cameroun et le Togo;

Vu la lettre N° 38 A.P. du 9 février 1945 du Haut-Commissaire de la République au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'administration indigène du Togo est assurée par :

les chefs de village, assistés d'un conseil de village;

les chefs de quartier, assistés d'un conseil de quartier;

les chefs de canton, assistés d'un conseil de canton.

TITRE PREMIER

Chefs de village et de quartier

ART. 2. — Le village représente l'unité administrative indigène.

Il comprend a) l'ensemble de la collectivité y résidant habituellement et dont les membres sont liés entre eux par des attaches familiales ou ethniques sous l'autorité de son chef traditionnel, b) les étrangers dont l'établissement au sein de la collectivité a un caractère certain de pérennité et se trouvent de ce fait soumis à l'autorité du chef traditionnel, c) les terres qui traditionnellement sont réputées dépendre de la collectivité, tous droits du domaine réservés.

ART. 3. — Tout indigène fait obligatoirement partie du village où il réside habituellement et se trouve de ce fait soumis à l'autorité du chef de village.

ART. 4. — Le chef de village est nommé par le chef de circonscription après consultation du conseil de village, composé comme il est indiqué à l'article 11 ci-après.

Le conseil de village, en séance publique présidée par le chef de circonscription ou le Chef de subdivision, établit, à cet effet, une liste de trois candidats. Il est dressé procès-verbal de la séance.

Le titulaire est ensuite choisi parmi les trois candidats présentés et entre immédiatement en fonction. Le chef de circonscription ou le chef de subdivision, dans le plus bref délai, donne avis de la nomination du chef de village au conseil de village, convoqué en séance publique. Il est dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité et copie en est adressée au Commissaire de la République.

La nomination du chef de village, intervenue dans les conditions ci-dessus indiquées, est définitive, sauf recours au Commissaire de la République.

Le droit de recours doit, à peine de nullité, être exercé dans les formes suivantes :

1^o — le recours n'est recevable qu'à compter du huitième jour de la notification de la nomination du chef de village au conseil de village; un délai d'un mois à partir de cette notification est accordé au requérant pour mettre le chef de circonscription ou le chef de subdivision en possession de son recours;

2^o — le recours est verbal ou écrit; il doit dans les deux cas être personnel, à l'exclusion de toute représentation par mandant, et motivé;

le recours écrit doit contenir les nom, prénoms, âge, lieu de naissance, profession et domicile de son auteur, être daté et signé par lui ou par deux témoins nommément désignés, s'il est illettré; il est enregistré à sa date de réception;

le recours verbal doit contenir les mêmes renseignements d'identité exigés pour le recours écrit, il en est dressé procès-verbal par le chef de circonscription ou le chef de subdivision.

Les fonctions de chef de village peuvent prendre fin soit sur la demande du conseil de village, si elle a été reconnue justifiée par le chef de circonscription, soit sur l'initiative de celui-ci. L'application de cette mesure est subordonnée à l'approbation du Commissaire de la République.

Le chef de circonscription peut exceptionnellement et pour des raisons de police générale désigner d'office un chef de village à titre temporaire, sous réserve de l'approbation du Commissaire de la République.

Rétribution du chef de village

ART. 5. — Le chef de village est rémunéré au moyen de remises sur le produit des impôts indigènes perçus sur rôles numériques.

Il peut bénéficier, en outre, d'allocations pour les services d'ordre administratif qui lui ont été demandés pendant l'année écoulée.

ART. 6. — Les remises sont accordées aux chefs de village sur les sommes recouvrées par eux au titre des impôts indigènes perçus sur rôles numériques, dans les conditions fixées par arrêté du Commissaire de la République, pris en conseil d'administration.

ART. 7. — La liste des chefs de village bénéficiaires d'allocation et la quotité de l'allocation qui est attribuée à chacun d'eux sont fixées chaque année par décision du Commissaire de la République sur les propositions des chefs de circonscription. Chaque proposition doit être accompagnée d'une note indiquant avec précision l'appréciation du chef de circonscription sur la manière de servir du chef de village.

L'allocation est payée en une seule fois.

Attributions du chef de village

ART. 8. — Les attributions du chef de village sont fixées ainsi qu'il suit :

Police générale. — Son autorité s'exerce sur tous les habitants du village, y compris les indigènes de passage, quelle que soit leur race.

Il doit rendre compte sans retard au chef de canton et, le cas échéant, en cas d'urgence, au chef de circonscription ou au chef de subdivision, de tous faits ou propagande tendant à troubler l'ordre public. Il prend au besoin les mesures propres à les faire cesser.

Il doit empêcher les rixes et les disputes, ainsi que tout tumulte dans les lieux d'assemblée publique.

Il dénombre les armes à feu détenues par les habitants de son village et signale au chef de canton tout détenteur d'un fusil non déclaré.

Dans tous les cas où il est procédé à une arrestation — (criminels, délinquants, prisonniers évadés etc.), il doit immédiatement conduire l'individu arrêté au chef de canton, qui le livre sans retard aux autorités.

Dans l'intervalle, le chef et les habitants du village doivent veiller à la nourriture de l'individu arrêté et lui éviter tout mauvais traitement.

Aidé des habitants du village, qu'il peut réquisitionner à cet effet, le chef de village doit prêter son concours, en cas d'accidents ou d'événements graves tels qu'incendies, inondations, invasion des sauterelles ou de criquets, etc...

Police rurale. — Le chef de village veille à la protection des cultures, des plantations et des récoltes, en empêchant notamment qu'elles ne soient compromises ou détruites par les animaux ou les feux de brousse.

Il empêche la divagation des animaux sur les terrains de cultures ou sur les grandes routes, notamment dans la traversée des villages.

Il veille particulièrement à l'entretien des pépinières créées dans les villages pour l'extension des cultures d'exportation (palmiers à huile, cocotiers, cacaoyers, caféiers, etc...).

Il doit également apporter ses soins aux cultures vivrières, à la conservation des semences, à la constitution des greniers de réserve.

Il peut passer avec les chefs de village voisin, après avis du conseil de village, des conventions collectives relatives à l'exercice de certains droits : pêche, chasse, culture, pacage, usage des zones de transhumance etc. Ces contrats, conformes aux règlements en vigueur, sont approuvés et enregistrés par le chef de la circonscription dans les conditions prévues par le décret du 2 mai 1906 sur les conventions indigènes.

Matière économique. — En cette matière, le chef de village veille à la constitution des greniers de réserve de chaque famille. Il rend compte sans délai au chef de canton de toute infraction aux règlements et de tout fait, en général, de nature à nuire au ravitaillement et à l'approvisionnement de son village.

Voies. — Le chef de village doit maintenir en état de propreté l'agglomération et les environs immédiats, veiller à la conservation et au bon entretien des chemins et sentiers du village, des routes et ponceaux, des plantations d'arbres établies le long des voies de communications traversant son territoire et des plaques indicatrices placées sur les routes.

Hygiène. — Le chef de village signale immédiatement au chef de canton les cas de maladies contagieuses; il doit contribuer aux mesures à prendre pour assurer l'isolement des malades et les désinfections nécessaires.

Il surveille l'abatage des bestiaux et signale les animaux morts ou abattus à la suite d'une affection contagieuse.

Justice. — Le chef de village est investi en matière civile et commerciale du pouvoir de concilier les parties.

Perception des impôts indigènes. — En ce qui concerne l'assiette et le recouvrement des impôts indigènes perçus sur rôles numériques, l'action du chef de village consiste à assurer la mise à jour annuelle des recensements par les renseignements donnés, à centraliser les sommes dues par les assujettis et à les verser aux centres de perception aux dates fixées par les chefs de circonscription et les chefs de subdivision.

Attributions administratives. — Le chef de village peut être chargé de recevoir les déclarations d'état civil des indigènes de son village : naissances, décès, mariages et divorces. Il les signale en tout cas à son chef de canton. Il peut également être chargé de tenir à jour la liste des étrangers qui séjournent ou qui se fixent dans son village; il en donne avis à son chef

de canton. Il aide ce dernier à dresser les listes de recensement pour son village et lui rend compte périodiquement des modifications à y apporter.

Dispositions générales. — Le chef et les habitants du village doivent satisfaire à toutes les réquisitions des autorités pour assurer, dans les cas urgents, la remise des convocations et le transport des correspondances administratives et judiciaires.

Mesures disciplinaires

ART. 9. — En dehors du cas prévu à l'article 4, les mesures disciplinaires applicables aux chefs de village sont :

la réprimande prononcée par le chef de circonscription;

une réduction des remises sur les sommes recouvrées par lui au titre des impôts indigènes; cette réduction est prononcée par le Commissaire de la République sur la proposition du chef de circonscription.

Conseil de village

ART. 10. — Le chef de village est secondé par un conseil de village, composé suivant la coutume locale et chargé d'assister le chef de village de ses avis dans toutes les questions relatives aux règles coutumières et titres coutumiers, à la tenure des terres formant la propriété collective des indigènes du village ou que le chef détient comme représentant de cette collectivité, et à celles intéressant les travaux, répartition des charges, constitution des greniers de réserve, hygiène des groupements, entretien et administration des plantations collectives, etc.

Chefs de quartier

ART. 11. — Dans les centres urbains ou érigés en commune, les attributions du chef de village sont dévolues à des chefs de quartier qui sont rétribués dans les mêmes conditions que les chefs de village.

Les conseils de quartier qui les assistent ont les mêmes attributions que les conseils de village en ce qui concerne les travaux, la répartition des charges, l'hygiène des groupements, etc.

TITRE II

Chefs de canton

ART. 12. — Le canton est constitué par un groupement de villages et par les territoires qui en dépendent.

ART. 13. — Il est placé sous l'autorité d'un agent de l'administration indigène qui prend le nom de chef de canton.

Le chef de canton est assisté par un conseil de canton composé en principe des chefs des villages du canton, auxquels peuvent être adjoints, par décision du Commissaire de la République, certains notables ou dignitaires (chefs de la terre ou personnages religieux) dont les conseils sont de nature à faciliter l'action du chef de canton.

Ce conseil se réunit sur la convocation du chef de canton qui le préside et fonctionne sous le contrôle du chef de circonscription ou du chef de la subdivision.

Le chef de canton est secondé éventuellement par un secrétaire qui peut recevoir de lui mandat de le suppléer dans certains cas, s'il est agréé pour ce faire, par le chef de circonscription.

En cas d'absence ou de maladie, le chef de canton peut se faire remplacer temporairement par un des notables ou dignitaires qui l'assistent.

ART. 14. — Le chef de canton est nommé par le Commissaire de la République sur la proposition motivée du chef de circonscription attestant que les formes coutumières ont été respectées.

Il est investi officiellement par le chef de circonscription en présence des membres du conseil de canton.

Attributions des chefs de canton

ART. 15. — Les attributions du chef de canton sont les suivantes :

Attributions administratives. — Le chef de canton transmet aux chefs de village, placés sous son autorité, les ordres émanant du chef de circonscription ou du chef de subdivision et veille à leur exécution.

Il peut être chargé de tenir à jour un double des registres de recensement, de centraliser et de faire parvenir au chef de circonscription ou au chef de subdivision tous renseignements relatifs à l'établissement des actes de l'état civil indigène, de suivre le mouvement des indigènes étrangers qui passent, séjournent ou se fixent dans le canton, de dresser ou de fournir toutes précisions utiles pour établir la répartition des charges collectives.

Il contrôle en permanence l'administration des chefs de village et des conseils de village. Il surveille l'exécution des prescriptions de l'autorité administrative relatives aux cultures, au conditionnement des produits, aux réserves de produits vivriers, à la police des marchés.

Attributions judiciaires. — Le chef de canton est auxiliaire de police judiciaire en matière indigène.

Il est investi en matière civile et commerciale du pouvoir de concilier les parties. Toutefois, lorsqu'il s'agit de litiges entre habitants d'un même village, la conciliation doit être tentée en premier lieu par le chef du village intéressé.

Il veille à l'ordre public et doit prendre d'urgence toutes mesures propres à l'assurer.

Il signale au chef de circonscription ou au chef de subdivision toute propagande subversive, tous faits susceptibles de compromettre l'ordre et la sécurité.

Attributions financières. — Le chef de canton assure la transmission des ordres du chef de circonscription ou du chef de subdivision en vue de la préparation de la perception de l'impôt et veille à l'exécution de ces ordres par un contrôle de l'action des chefs de village.

Il ne peut agir par lui-même, en ce qui concerne l'assiette et le recouvrement des impôts indigènes perçus sur rôles numériques, que dans le cas où il est appelé à cumuler ses fonctions avec celles de chef d'un village donné et pour ce seul village. Des remises peuvent alors lui être accordées à ce titre.

Attributions sanitaires. — Le chef de canton signale sans délai au chef de circonscription ou au chef de subdivision les épidémies et épizooties qui sévissent dans son canton.

Il veille à l'exécution des règlements sanitaires.

Matière économique. — Le chef de canton veille à l'application des règlements en matière économique. Il relève et porte immédiatement à la connaissance du chef de circonscription ou du chef de subdivision tout fait de nature à nuire au ravitaillement et à l'approvisionnement de son canton.

Rétribution

ART. 16. — Les chefs de canton sont rétribués par a) des soldes, b) des allocations pour services rendus à l'administration française, c) des primes de rendement.

ART. 17. — Les soldes des chefs de canton sont fixées comme suit :

Chef de canton à	30.000 francs;
—	26.000 —
—	18.000 —
—	15.000 —
—	12.500 —
—	10.500 —
—	9.000 —
—	8.000 —
—	7.000 —
—	5.000 —
—	4.000 —
—	3.600 —

ART. 18. — Les allocations destinées à rémunérer les services d'ordre administratif qui ont été demandés pendant l'année écoulée aux chefs de canton sont attribuées dans les conditions fixées à l'article 6 ci-dessus pour les chefs de village.

ART. 19. — Il peut être accordé en fin d'année des primes de rendement aux chefs de canton d'après les résultats obtenus par chacun d'eux en matière économique, leur action étant de nature à influencer sur la capacité contributive de leurs ressortissants.

Ces primes de rendement sont fixées par arrêté du Commissaire de la République pris en conseil d'administration.

Avancement

ART. 20. — L'avancement d'échelon a lieu exclusivement au choix avec un minimum d'ancienneté de deux ans de services dans l'échelon inférieur.

L'accès aux échelons de 26.000 et 30.000 francs est exclusivement réservé aux chefs de canton de 18.000 francs qui justifient de services exceptionnels, par leurs états de services, leur expérience, leur fidélité et leur dévouement éprouvés tout au long de leur carrière, leur influence et leur prestige personnel, leurs titres coutumiers et leur autorité spirituelle, rendant leur collaboration particulièrement précieuse à l'administration. Les propositions, faites par les chefs de circonscription, sont appuyées de rapports motivés.

Honorariat

ART. 21. — Les chefs de canton qui sont amenés à cesser leurs fonctions pour cause de vieillesse, maladie, infirmité ou tout autre motif ne revêtant pas un caractère disciplinaire, peuvent être nommés chefs honoraires.

Ils conservent en cette qualité, le bénéfice d'une rémunération dont le montant, fixé par décision du Commissaire de la République, ne peut en aucun cas dépasser celui de leur dernière solde d'activité.

ART. 22. — Pour prétendre à l'honorariat, dans les conditions prévues à l'article précédent, les intéressés doivent justifier d'un minimum de vingt années de services en qualité de chef de canton et faire l'objet d'une proposition motivée de leur chef de circonscription.

Ce minimum n'est pas exigé de ceux qui sont contraints d'abandonner leurs fonctions pour invalidité imputable à un accident survenu ou à une maladie contractée en service.

Uniforme et Résidence

ART. 23. — Les chefs de canton qui adoptent le costume européen, sont tenus au port d'un uniforme dont les caractéristiques sont fixées par une décision du Commissaire de la République. Ils reçoivent, à cet effet, une première mise d'habillement de 2.000 francs. En outre, le budget local peut concourir à l'édification de résidences affectées aux chefs de canton.

Sanctions

ART. 24. — Les sanctions applicables à tout chef de canton sont les suivantes :

- | | |
|--|--|
| 1 ^o — la réprimande, prononcée par le chef de circonscription; | |
| 2 ^o — la rétrogradation d'échelon; | |
| 3 ^o — la suspension de solde, pour une durée maximum de 30 jours; | } qui sont prononcées par le Commissaire de la République, sur la proposition motivée du chef de circonscription |
| 4 ^o — la suspension de fonction, sans limitation de durée, comportant privation de solde; | |
| 5 ^o — la révocation. | |

Recrutement

ART. 25. — Les chefs de canton sont recrutés :

- 1^o — De préférence parmi les descendants des anciennes familles, désignés par la tradition ou par la coutume pour exercer le commandement;
- 2^o — Parmi les indigènes notables, lettrés si possible, ayant rendu des services à la cause française, aptes à remplir ces fonctions par leur autorité et leur influence;
- 3^o — Parmi les secrétaires de chef de canton qui ont exercé les fonctions de secrétaire pendant quatre ans au moins et qui sont reconnus aptes à remplir les fonctions de chef de canton;
- 4^o — Parmi les fonctionnaires des cadres locaux (commis d'administration, interprètes, etc...) comptant au minimum deux années de services effectifs dans leur cadre d'origine et qui, ayant été mis sur leur demande en disponibilité ou bénéficiant d'un congé

hors cadres, ont accompli un stage probatoire d'une année au moins en qualité de secrétaire de chef de canton.

Tout chef de canton débute à la solde la plus basse. Toutefois, sur rapport motivé du chef de circonscription, il peut bénéficier d'une solde plus élevée en rapport avec l'importance de son canton.

Le chef de canton, s'il était précédemment fonctionnaire, perçoit le traitement dont il bénéficiait dans son cadre d'origine.

Poursuites judiciaires

ART. 26. — Des poursuites judiciaires ne peuvent en aucun cas être engagées contre un chef de canton sans l'autorisation expresse du Commissaire de la République; la demande de poursuites doit, sauf dans des cas urgents ou d'une gravité exceptionnelle, être précédée d'une enquête administrative, dont le dossier doit être joint à la demande de poursuites.

TITRE III*Secrétaires de chef de canton. — Recrutement*

ART. 27. — Les secrétaires de chef de canton sont recrutés parmi les candidats proposés par les chefs de circonscription et reçus à un examen dont les conditions sont fixées par décision du Commissaire de la République.

Ils sont nommés par décision du Commissaire de la République.

Rémunération

ART. 28. — Tout secrétaire de chef de canton a droit à un traitement fixé par le Commissaire de la République, compte tenu de ses capacités et de l'importance du canton. Ce traitement ne peut être supérieur à 6.000 francs ni inférieur à 2.400 francs par an.

Discipline

ART. 29. — Les mesures disciplinaires applicables aux secrétaires de chef de canton sont les suivantes :

- 1^o — Suppression du traitement dans la limite maxima de 10 jours, prononcée par le chef de circonscription;
- 2^o — Réduction du traitement et licenciement prononcés par le Commissaire de la République.

TITRE IV*Dispositions diverses*

ART. 30. — Sans préjudice de la nullité de la procédure visée à l'article 4 ci-dessus et des poursuites éventuelles devant les juridictions de droit commun, les auteurs de recours exercés d'une façon abusive contre la nomination des chefs de village seront frappés des peines prévues en matière de contravention de simple police, soit d'une amende de 1 à 15 francs et de 1 à 5 jours de prison ou de l'une de ces peines seulement.

ART. 31. — Les chefs de canton seront reclassés au point de vue de la solde pour compter du 1^{er} janvier 1945, après regroupement des cantons et en tenant compte des propositions des chefs de circonscription.

ART. 32. — L'arrêté n° 171 du 6 mai 1936, portant organisation du commandement indigène au Togo, modifié et complété par l'arrêté n° 268/APA, du 20 mai 1944, ainsi que toutes dispositions antérieures contraires, sont abrogés.

ART. 33. — Les chefs de circonscription sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* du Territoire.

Lomé, le 1^{er} mars 1945.

J. NOUTARY.

Organisation territoriale

Cercle de Lomé

ARRETE N° 117 APA, du 2 mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 20 du 13 janvier 1939 déterminant l'appellation des cercles du Territoire;

Vu l'arrêté n° 550 A.P.A. du 14 octobre 1943 portant organisation territoriale du cercle de Lomé, modifié par l'arrêté n° 515 A.P.A. du 14 octobre 1944;

Vu l'arrêté n° 113 A.P.A. du 1^{er} mars 1945 portant réorganisation du commandement indigène;

Sur la proposition du commandant du Cercle de Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cercle de Lomé tel qu'il est défini par l'arrêté n° 550 APA, du 14 octobre 1943 susvisé, modifié par l'arrêté n° 515 APA, du 14 octobre 1944, comprend :

- 1° — La subdivision de Lomé;
- 2° — La subdivision de Tsévié.

Subdivision de Lomé

ART. 2. — La subdivision de Lomé est constituée par :

- a) Le territoire de la commune-mixte de Lomé
- b) Les cantons et les villages suivants :
 - 1° — canton d'Aflao;
 - 2° — canton d'Amoutivé;
 - 3° — canton d'Agouévé;
 - 4° — canton de Baguida;
 - 5° — canton de Bé.

(Listes des villages sont celles fixées par l'arrêté n° 550 APA, du 14 octobre 1943).

Subdivision de Tsévié

ART. 3. — La subdivision de Tsévié est constituée par les cantons et les villages suivants :

A. — Cantons

- 1° — canton d'Aképe-Noépé, constitué par les anciens cantons d'Aképe et de Noépé;
- 2° — canton de Mission-Tové-Akoviépé, constitué par les anciens cantons de Mission-Tové et d'Akoviépé;

3° — canton de Davié-Assomé, constitué par les anciens cantons de Davié et d'Assomé;

4° — canton de l'Awé avec rattachement du village indépendant de Batoumé;

5° — canton de Gapé avec rattachement du village indépendant de Kpédji;

6° — canton de Tsévié;

7° — canton d'Agbatopé;

8° — canton de Bolou;

9° — canton de Bogamé;

10° — canton de Dalavé;

11° — canton de Gamé.

(Listes des villages sont celles fixées par l'arrêté n° 550 APA, du 14 octobre 1943).

B. — Villages indépendants de :

1° — Ewli (ancien canton d'Ewli);

2° — Gblainvié (ancien canton de Gblainvié),

3° — Kodjo (ancien canton de Kodjo),

4° — Havé (ancien canton de Havé),

5° — Yobomé (ancien canton de Yobomé),

6° — Ezo (ancien canton de Ezo),

7° — Gati (ancien canton de Gati),

8° — Abobo (ancien canton d'Abobo),

9° — Liébé (ancien canton de Liébé),

10° — Djagblé (ancien canton de Djagblé),

11° — Adangbé (ancien canton d'Adangbé),

12° — Dekpo (ancien canton de Dekpo).

ART. 4. — Le présent arrêté qui prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1945 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 mars 1945.

J. NOUTARY.

Cercle d'Anécho

ARRETE N° 118 APA, du 2 mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 585 du 20 octobre 1938, rétablissant le cercle d'Anécho;

Vu l'arrêté N° 433 du 5 août 1937, créant les cantons de Vogan et de Tabligbo;

Vu l'arrêté N° 256 du 30 avril 1938, créant le canton de Porto-Seguro;

Vu l'arrêté N° 649 du 24 novembre 1938, créant le canton de Glidji;

Vu l'arrêté N° 113 A.P.A. du 1^{er} mars 1945, portant réorganisation du commandement indigène;

Sur la proposition du commandant du cercle d'Anécho;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cercle d'Anécho est constitué par les cantons suivants :

1^{er} — *Canton de Glidji* — chef-lieu Glidji, comprenant les villages de Glidji — Glidji Kpodji — Assoukopé — Zalivé — Zoolagan — Zoola Kpoguédé — Anfouin — Hounlokoué — Afidégnigban — Atouéta — Agouègan — Agnronkopé — Djankassè — Kouénou — Akoda — Agbantokopé — Badougbe Kéta — Badougbe Adjomé — Djéta — Sèko.

2^o — *Canton d'Aklakou* — chef-lieu Aklakougan, comprenant les villages d'Aklakougan — Aklakou Molokou — Aklakou Etchavi — Kpondavé — Avévé — Adamé — Agbanakin — Sivamé — Azimé — Hlandé.

3^a — *Canton d'Attitogon* — chef-lieu Attitogon, comprenant les villages d'Attitogon — Attivé Attitogon — Hompou — Agbétiko — Agomé-Séva — Batonou — Zooti — Tanou.

4^a — *Canton des Afagnans* — chef-lieu Afagnan Bléta Maoussi, comprenant les villages d'Afagnan — Afagnan Bléta Atchadomé — Afagnan Bléta Maoussi — Afagnan Bléta Kpétémé.

5^a — *Canton d'Agomé-Glozou* — chef-lieu Agomé-Glozou, comprenant les villages d'Agomé-Glozou — Alouénou — Akladjénou — Tokpli — Sikakondji.

6^o — *Canton de Tabligbo* — chef-lieu Tabligbo, comprenant les villages de Tabligbo — Sikpé Adégoun — Essè Godjin — Essè Ana — Lakatakondji — Sikpé Afidégnon — Tométikondji — Djèrkpon — Gboto Vodougbe — Gboto Eklohomé — Gboto Sévé — Kouvé Atchavé — Kouvé Atran — Kouvé Gboli — Kouvé Dafor — Safi Etchrami — Safi Etchavi — Safi Kpondavé — Safi Dokor — Essè Zogbédji — Essè Nadjé — Tchekpo Dédékpoué — Tchekpo Dève — Tchekpo Anagali — Ahoutékondji — Ahépé Akposso — Ahépé Assiko — Ahépé Kpowla — Ahépé Nuatché.

7^a — *Canton d'Amégnran* — chef-lieu Amégnran, comprenant les villages de Amégnran — Momé Gbavé — Momé Hounkpati.

8^o — *Canton de Vokoutimé* — chef-lieu Vokoutimé, comprenant les villages de Vokoutimé — Vo Tokpli — Kponou — Klologo.

9^o — *Canton de Vogan* — chef-lieu Vogan, comprenant les villages de Vogan Pédakondji — Afouimé — Vo Attivé — Vo Asso — Dagbati — Akoumapé Assiko — Akoumapé Doulassa — Akoumapé Atchavé — Hahotoé — Sévagan — Wogba — Vo Davou.

10^o — *Canton de Porto-Seguro* — chef-lieu Porto-Seguro, comprenant les villages de Porto-Seguro — Sewatchikopé — Gounkopé — Batékopé — Togokomé — Gbodjomé — Ekpoui.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1945, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 mars 1945.

J. NOUTARY.

Cercle de Sokodé

ARRETE N° 119 APA. du 2 mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 284 du 7 juin 1937 portant modification à l'organisation territoriale du Territoire et rétablissant le cercle de Mango;

Vu l'arrêté n° 574 du 20 novembre 1932 portant délimitation de la frontière des cercles d'Atakpamé et de Sokodé;

Vu l'arrêté n° 73 du 4 février 1930 fixant les limites des subdivisions de Sokodé, Bassari et Lama-Kara;

Vu l'arrêté n° 319 du 3 juin 1938 portant modification aux limites des Subdivisions du Cercle de Sokodé;

Vu l'arrêté n° 459 du 23 octobre 1940 déterminant l'appellation du cercle de Sokodé;

Sur la proposition du commandant du cercle de Sokodé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les limites de la subdivision de Bassari sont fixées comme suit :

A l'ouest — la frontière franco-britannique jusqu'à la rivière Kara.

Au nord — la Kara depuis son confluent avec l'Oti jusqu'à son confluent avec la rivière Tangbua.

A l'est — la Kara depuis son confluent avec la Tangbua jusqu'à son confluent avec la rivière Kawa; la Kawa jusqu'à sa rencontre avec la piste de Dako à Tabalo.

Au sud — cette piste jusqu'au pied des contreforts nord du mont de Tabalo; puis une ligne suivant le pied des contreforts nord et ouest des monts qui vont de Tabalo à Malfacassa, jusqu'à la côte 551 (carte Sprigade) près de la route de Bassari à Sokodé. De ce point une ligne rejoignant la source de la rivière Kadeso; la Kadeso jusqu'à la rivière Pempéou; le Pempéou jusqu'à son confluent avec la rivière Mô; le Mô jusqu'à la frontière franco-britannique.

ART. 2. — Les limites de la subdivision de Sokodé sont fixées comme suit :

A l'ouest — la frontière franco-britannique jusqu'au confluent de la rivière Mô et de son affluent la Sengapunga.

Au nord — la limite de la subdivision de Bassari telle qu'elle est définie ci-dessus jusqu'à la Kawa; une ligne partant d'un point situé sur la Kawa, au pied des contreforts du sommet nord du mont Bussemu et rejoignant la rivière Pilga ou Piliga en suivant la limite ethnique portée sur la carte Sprigade; la Pilga jusqu'à sa rencontre avec la piste de Djamdé à Bafilo; la piste de Djamdé-Bafilo jusqu'à la rivière Félima; la Félima jusqu'à son confluent avec la Paha; la Paha jusqu'à son confluent avec la Titila; la Titila jusqu'à la limite ethnique des Kabrès de la Kawa Ebene; cette limite ethnique jusqu'à la rivière Piridé; la Piridé jusqu'à la frontière du Dahomey.

A l'est — la frontière Togo-Dahomey.

Au sud — la limite nord du Cercle d'Atakpamé telle qu'elle est définie par l'arrêté n° 574 du 20 novembre 1932.

ART. 3. — Les limites de la subdivision de Lama-Kara sont fixées comme suit :

A l'ouest — la limite de la subdivision de Bassari jusqu'au point situé sur la Kara au pied des contreforts du sommet nord du mont Bussemu.

Au sud — la limite de la subdivision de Sokodé depuis ce dernier point jusqu'à la frontière dahoméenne.

A l'est — la frontière dahoméenne.

Au nord — la limite du Cercle de Mango telle qu'elle est définie par l'arrêté n° 284 du 7 juin 1937.

ART. 4. — Les arrêtés n°s 73 du 4 février 1930 et 319 du 3 juin 1938 fixant les limites des subdivisions de Bassari, de Lama-Kara et de Sokodé sont abrogés.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 mars 1945.

J. NOUTARY.

ARRETE N° 120 A.P.A. du 2 mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 398 du 4 septembre 1935 portant constitution du cercle du Nord;

Vu l'arrêté n° 115 du 24 février 1938 portant création de cantons dans la subdivision de Lama-Kara;

Vu l'arrêté n° 459 du 23 octobre 1940 déterminant l'appellation du cercle de Sokodé;

Vu l'arrêté n° 593 A.P.A. du 12 novembre 1943 portant modification à l'organisation territoriale de la subdivision de Bassari;

Vu l'arrêté n° 440 A.P.A. du 27 août 1944 portant modification à l'organisation territoriale de la subdivision de Sokodé;

Vu l'arrêté n° 119 A.P.A. du 2 mars 1945 modifiant les limites des subdivisions de Sokodé, Lama-Kara et Bassari;

Vu l'arrêté n° 113 A.P.A. du 1^{er} mars 1945 portant réorganisation du commandement indigène;

Sur la proposition du commandant du cercle de Sokodé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cercle de Sokodé tel qu'il est défini par l'arrêté n° 459 du 23 octobre 1940, susvisé, comprend :

1° — la subdivision de Sokodé;

2° — la subdivision de Lama-Kara;

3° — la subdivision de Bassari.

SUBDIVISION DE SOKODÉ

ART. 2. — La subdivision de Sokodé est constituée par les cantons et villages ci-après désignés :

1° — *Canton Cotocoli Nord*, comprenant les anciens cantons de Bafilo, Koumondé, Soudou et le canton cotocoli de Dako à l'exclusion à titre provisoire

de sa partie située à l'ouest et au sud de la rivière Kawa.

(Listes des villages sans changement).

2° — *Canton Cotocoli Sud*, comprenant les anciens cantons de Parataou, Kolinabou et de Fasau.

(Listes des villages sans changement).

3° — *Canton Cotocoli Centre*, comprenant les anciens cantons de Agoulou, Krikri et Kémini.

(Listes des villages sans changement).

4° — *Canton de Tchamba*. — (Listes des villages sans changement).

5° — *Canton de Cambolé*. — (Listes des villages sans changement).

6° — *Canton de colonisation cabraise*. — (Listes des villages sans changement).

SUBDIVISION DE LAMA-KARA

ART. 3. — La subdivision de Lama-Kara est constituée par les cantons et villages ci-après :

1° — *Canton Cabrais-Sud ou de Lama-Kara*, comprenant les anciens cantons de Lama-Kara, Bao, Vadé, Tchautchau, Djamdé et Sud-Ouest Kara.

(Listes des villages sans changement).

2° — *Canton Cabrais-Est ou Kara Boundja*, comprenant les anciens cantons de Soundina, Lassa, Kodjéné-Bas, Kétao, Sirka et Sud-Est Kara.

(Listes des villages sans changement).

3° — *Canton Cabrais-Nord ou Piya*, comprenant les anciens cantons de Piya, Tcharé et Kodjéné-Haut.

(Listes des villages sans changement).

4° — *Canton de Lamba*, comprenant les cantons de Défalé et de Kadjalla.

(Listes des villages sans changement).

5° — *Canton de Nadéba ou de Birinaoua*, comprenant les cantons de Niamtougou et de Siou.

(Listes des villages sans changement).

6° — *Canton Losso (Manganapo)*, comprenant les cantons de Sara-Kawa, Péssidé, Aloum et Léon.

(Listes des villages sans changement).

7° — *Canton Sorouba-Cabraïis*, comprenant les anciens cantons de Lama-Tessi, Pouda, Boufalé et Mas-sédina.

(Listes des villages sans changement).

SUBDIVISION DE BASSARI

ART. 4. — La subdivision de Bassari est constituée par les cantons et les villages ci-après :

1° — *Canton Bassari-Sud ou Bassari Sara*, comprenant les anciens cantons de Bassari, Dimouri, Bittjabé et Bangéli, avec rattachement à titre provisoire de la partie de l'ancien canton de Dako, située à l'ouest et au sud de la rivière Kawa.

(Listes des villages sans changement).

2° — *Canton Bassari-Nord ou Bassari Kalanga*, (ancien canton de Kabou).

(Listes des villages sans changement).

3° — *Canton Konkomba-Est ou Koumba*, comprenant les anciens cantons de Guérin-Kouka, et de Nangbaon.

(Listes des villages sans changement).

4° — *Canton Konkomba-Ouest ou Bitchabob*, comprenant les anciens cantons de Katchamba et de Kidjaboun.

(Listes des villages sans changement).

5° — *Canton Konkomba-Sud*, comprenant les anciens cantons de Bapuré, Nawaré et Oti.

(Listes des villages sans changement).

ART. 5. — Le présent arrêté qui prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1945 et abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 2 mars 1945.

J. NOUTARY.

Cercle de Mango

ARRETE N° 121 A.P.A. du 2 mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 733 A.P.A. du 19 décembre 1942 portant organisation territoriale du cercle de Mango;

Vu l'arrêté n° 171 A.P.A. du 31 mars 1944 portant regroupement de certains cantons de la subdivision de Dapango;

Vu l'arrêté n° 113 A.P.A. du 1^{er} mars 1945 portant réorganisation du commandement indigène;

Sur la proposition du commandant du cercle de Mango;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cercle de Mango tel qu'il est défini par l'arrêté n° 733 A.P.A. du 19 décembre 1942 susvisé, modifié par l'arrêté n° 171 A.P.A. du 31 mars 1944, est constitué par :

1° — la subdivision de Mango (chef-lieu : Sansané-Mango);

2° — la subdivision de Dapango (chef-lieu : Dapango).

SUBDIVISION DE MANGO

ART. 2. — La subdivision de Mango est formée des cantons et villages ci-après désignés :

1° — *Canton de Mango*, comprenant les cantons actuels de Mango, Galangashi, Barkoissi, Tchanaga, Mogou, Gando, Boni, Païo et Sadori.

(Listes des villages sans changement).

2° — *Canton de Koumongou*, comprenant les cantons actuels de Koumongou, Kountoiré et Nali.

(Listes des villages sans changement).

3° — *Canton de Nagbén*

4° — *Canton d'Ataloté*

5° — *Canton de Pessidé*

6° — *Canton de Takpamba*

(Listes des villages sans changement).

7° — *Canton de Kandé*, comprenant les cantons actuels de Kandé, Tambermas-Ouest et Tambermas-Est. (Listes des villages sans changement).

SUBDIVISION DE DAPANGO

ART. 3. — La subdivision de Dapango est formée des cantons et villages ci-après désignés :

1° — *Canton de Timbou*, comprenant les cantons actuels de Timbou, Biankouri, Nakitindi-Ouest, Tami, Lotogou, Warkambou. (Listes des villages sans changement).

2° — *Canton de Dapango*, comprenant les cantons actuels de Dapango, Nanergou et Nioukpourma. (Listes des villages sans changement).

3° — *Canton de Korbongou*, comprenant les cantons actuels de Korbongou, Namoundjoga, Pugno et Koundjouaré.

(Listes des villages sans changement).

4° — *Canton de Nano*, comprenant les cantons actuels de Nano, Doukpourgou, Lokpano et Goundoga.

(Listes des villages sans changement).

5° — *Canton de Nandoga*, comprenant les cantons actuels de Nandoga, Loko et Tamougué.

(Listes des villages sans changement).

6° — *Canton de Nakitindi-Est*, comprenant les cantons actuels de Nakitindi-Est et Borgou.

(Listes des villages sans changement).

7° — *Canton de Mandaouri*

8° — *Canton de Pana*

9° — *Canton de Bidjenga*

10° — *Canton de Bogou*

11° — *Canton de Bombouaka*

12° — *Canton de Kantindi*

(Listes des villages sans changement).

ART. 4. — Le présent arrêté qui prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1945 et abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 2 mars 1945.

J. NOUTARY.

Chefs de canton

ARRETE N° 135 A.P.A. du 9 mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 113 A.P.A. du 1^{er} mars 1945 portant réorganisation du commandement indigène au Togo;

Vu l'arrêté n° 117 A.P.A. du 2 mars 1945 modifiant l'organisation territoriale du cercle de Lomé;

Vu l'arrêté n° 118 A.P.A. du 2 mars 1945 modifiant l'organisation territoriale du cercle d'Anécho;

Vu l'arrêté n° 120 A.P.A. du 2 mars 1945 modifiant l'organisation territoriale du cercle de Sokodé;

Vu l'arrêté n° 121 A.P.A. du 2 mars 1945 modifiant l'organisation territoriale du cercle de Mango;

Sur les propositions des Commandants de cercle intéressés;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les chefs ci-après désignés, à l'article 2, des cercles de Lomé, Anécho, Sokodé et Mango, sont confirmés dans leurs fonctions ou nommés chefs des cantons regroupés par les arrêtés n° 117, 118, 120 et 121 du 2 mars 1945, susvisés.

ART. 2. — Les chefs de canton sont classés comme suit :

Chefs de canton à 26.000 francs

Dorkenoo Michel, chef du canton d'Aképe-Noépé (Subdivision de Tsévié).

Chefs de canton à 18.000 francs

Aklassou Joseph, chef du canton de Bè (Subdivision de Lomé).

Kpelly Bernard, chef du canton de Mission-Tové-Akoviépé (Subdivision de Tsévié).

Fiaty Thomas, chef du canton de l'Awé (Subdivision de Tsévié).

Azi Egbévado, chef du canton de Gapé (Subdivision de Tsévié).

Kalipé Paul, chef du canton de Vogan (Cercle d'Anécho).

Tiagodeimou Agnoro, chef du canton Cotocoli-Sud (Subdivision de Sokodé).

Palanga, chef du canton Cabrais-Sud ou de Lama-Kara (Subdivision de Lama-Kara).

Tiem Yendabré, chef du canton de Pana (Subdivision de Dapango).

Chefs de canton à 15.000 francs

Maglo Kokou Dogbla, chef du canton de Davié-Assomé (Subdivision de Tsévié).

Nambiema, chef du canton de Mango (Subdivision de Mango).

Chefs de canton à 12.500 francs

Semekonon Agblévon, chef du canton d'Aflao (Subdivision de Lomé).

Sedjro Tété, chef du canton d'Agouévé (Subdivision de Lomé).

Agbanon II, chef du canton de Glidji (Cercle d'Anécho).

Viagbo, chef du canton de Tabligbo (Cercle d'Anécho).

Assiakoley II, chef du canton de Porto-Ségué (Cercle d'Anécho).

Bassabi I, chef du canton Bassari-Sud (Subdivision de Bassari).

Oudine Tadouré, chef du canton Konkomba-Est ou Koumba (Subdivision de Bassari).

Maman, chef du canton Cabrais-Est ou Kara Boundja (Subdivision de Lama-Kara).

Birega Babaké, chef du canton de Nadéba ou Birinaoua (Subdivision de Lama-Kara).

Gazaro, chef du canton de Kandé (Subdivision de Mango).

Dobre, chef du canton de Korbongou (Subdivision de Dapango).

Kolani, chef du canton de Nano (Subdivision de Dapango).

Chefs de canton à 10.500 francs

Akakpo Noudoda, chef du canton de Gamé (Subdivision de Tsévié).

Aklassou Sessoufia, chef du canton de Bogamé (Subdivision de Tsévié).

Youma, chef du canton de Timbou (Subdivision de Dapango).

Chefs de canton à 9.000 francs

Issaka Agbéli, chef du canton de Tchamba (Subdivision de Sokodé).

Ouro Bangana, chef du canton Cotocoli-Nord (Subdivision de Sokodé).

Pré, chef du canton Sorouba-Cabrais (Subdivision de Lama-Kara).

Tigna, chef du canton de Koumongou (Subdivision de Mango).

Kombaté, chef du canton de Dapango (Subdivision de Dapango).

Kolani Kaou, chef du canton de Nandoga (Subdivision de Dapango).

Sanwogou, chef du canton de Nákítindi-Est (Subdivision de Dapango).

Pandame, chef du canton de Bidjenga (Subdivision de Dapango).

Sambiani, chef du canton de Bombouaka (Subdivision de Dapango).

Chefs de canton à 8.000 francs

Guidiga Etsé, chef du canton de Dalavé (Subdivision de Tsévié).

Chefs de canton à 7.000 francs

Messan Sognigbé, chef du canton d'Aklakou (Cercle d'Anécho).

Messanvi Agbezouhlon, chef du canton d'Attitogon (Cercle d'Anécho).

Djogbessi, chef du canton des Afagnas (Cercle d'Anécho).

Toyo, chef du canton d'Agomé-Glozou (Cercle d'Anécho).

Akakpo-Kou, chef du canton d'Amégnran (Cercle d'Anécho).

Akakpo, chef du canton de Vokoutimé (Cercle d'Anécho).

Bassabi II, chef du canton de Bassari-Nord ou Bassari-Sara (Subdivision de Bassari).

Nandjerima, chef du canton Konkomba-Ouest ou Bitchabob (Subdivision de Bassari).

Bataka, chef du canton Losso (Manganapo) (Subdivision de Lama-Kara).

Dagala, chef du canton de Kantindi (Subdivision de Dapango).

Chefs de canton à 5.000 francs

Adjallé Joseph, chef provisoire du canton d'Amoutivé (Subdivision de Lomé).

Ouro Tagba, chef du canton Cotocoli-Centre (Subdivision de Sokodé).

Djibiril, chef du canton de Cambolé (Subdivision de Sokodé).

Abété, chef du canton de colonisation cabraise (Subdivision de Sokodé).

Soukomba, chef du canton de Nagbéni (Subdivision de Mango).

Alika, chef du canton d'Ataloté (Subdivision de Mango).

Guinéde, chef du canton de Pessidé (Subdivision de Mango).

Bamok, chef du canton de Bogou (Subdivision de Dapango).

Chefs de canton à 4.000 francs

Bapiri, chef du canton de Takpamba (Subdivision de Mango).

Djakpéré, chef du canton de Mandouri (Subdivision de Dapango).

Chefs de canton à 3.600 francs

Adao Sani, chef du canton de Baguida (Subdivision de Lomé).

Passah Seth, chef du canton de Tsévié (Subdivision de Tsévié).

Agbozo Comlan, chef du canton de Bolou (Subdivision de Tsévié).

Yerima, chef de Dako, adjoint au chef du canton Cotocoli-Nord (Subdivision de Sokodé).

Issifou, chef du canton Konkomba-Sud ou Tcholé (Subdivision de Bassari).

Lada Gnama, chef du canton Lamba (Subdivision de Lama-Kara).

Koumai, chef de Boufalé, adjoint au chef du canton Sorouba-Cabrajs (Subdivision de Lama-Kara).

ART. 3. — Le présent arrêté qui prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1945 au point de vue des droits à la solde et abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 mars 1945.

J. NOUTARY.

Santé publique

N° 126 ss. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

4 mars 1945. — Aucun voyageur, européen ou indigène, provenant par voie de terre de la Gold-Coast, entrant au Togo par la subdivision d'Atakpamé (cercle du centre) et par le cercle de Sokodé, ne sera, jusqu'à nouvel ordre, autorisé à pénétrer sur le territoire du Togo s'il n'est porteur d'un certificat médical constatant qu'il a été vacciné avec succès contre la variole depuis moins de trois mois et plus de quatorze jours.

Douanes

ARRETE N° 130 D du 5 mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 74;

Vu l'arrêté N° 552 F. en date du 15 octobre 1943 fixant le mode d'assiette, les règles de perception et la quotité des droits d'importation à percevoir sur les marchandises de toutes origines importées au Togo, approuvé par le décret du 16 décembre 1943, ensemble les textes le modifiant ou le complétant;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant en matière fiscale les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'urgence;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau I fixant le tarif fiscal d'entrée au Togo annexé à l'arrêté n° 552 F. du 15 octobre 1943 est complété comme suit :

N° DU TARIF ET DE LA NOMENCLATURE OFFICIELLE	DÉSIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL D'ENTREE	
		Unité de perception	Quotité des droits
	ARTICLE NOUVEAU CHAPITRE XI <i>Bois</i>		
311	Charbon de bois ...	Valeur	Exempt

ART. 2. — Le présent arrêté est rendu provisoirement exécutoire et sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 5 mars 1945.

J. NOUTARY.

ARRETE N° 131 D. du 5 mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 20 décembre 1943, déterminant, en matière fiscale, les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté N° 185/D. en date du 8 avril 1944 fixant le mode d'assiette, la quotité et les règles de perception des droits de statistique sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'urgence;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La liste des marchandises et animaux exempts de la taxe de statistique faisant l'objet de l'article 2 de l'arrêté n° 185/D du 8 avril 1944 est complétée comme suit :

2^e — Le charbon de bois à l'importation.

ART. 2. — Le présent arrêté est rendu provisoirement exécutoire et sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 5 mars 1945.

J. NOUTARY.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Promotion

Par arrêté du Ministre des colonies en date du :

5 janvier 1945. — Sont promus dans le cadre général du Service Météorologique des colonies, à compter des dates ci-dessous indiquées, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté :

Pour compter du 31 décembre 1944 :

Au grade d'ingénieur principal de 3^e classe

M. Hobéniche Paul, ingénieur de 1^{re} classe.

Détachement

Par arrêté du Ministre de l'Education Nationale en date du :

8 janvier 1945. — Sont mis, pour une durée de cinq ans à compter du jour de leur prise en solde, à la disposition de M. le ministre des colonies, les trois instituteurs du département de la Seine dont les noms suivent :

Noms et prénoms	Lieu du détachement
M. Petit Guy,	Togo.

Pendant leur détachement, ils continueront de figurer dans le cadre des instituteurs et institutrices du dit département et conserveront leurs droits à l'avancement et à la retraite.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Tableau d'avancement

Par arrêtés du Gouverneur général de l'A.O.F., sont inscrits au tableau d'avancement, au titre de l'année 1945, le personnel des cadres ci-après :

Cadre commun supérieur des Postes, Télégraphes et Téléphones

Pour le grade de mécanicien-électricien principal :

M. Jallais Albert, mécanicien-électricien.

Cadre commun supérieur de la police

Pour le grade d'inspecteur de 4^e classe :

M. Marty Pierre, inspecteur de 5^e classe.

Cadre commun supérieur des conducteurs des travaux agricoles

Pour le grade de conducteur :

M. Meyer Raoul, aide-conducteur.

Par arrêtés du Gouverneur général de l'A.O.F., sont inscrits au tableau d'avancement, au titre de l'année 1945, le personnel des cadres ci-après :

Cadre commun supérieur de l'enseignement primaire

Degré ordinaire

Pour le grade d'instituteur hors classe :

M. Robichon Georges, instituteur de 1^{re} classe.

Par arrêtés du Gouverneur général de l'A.O.F., sont inscrits au tableau d'avancement, au titre de l'année 1945, le personnel des cadres ci-après :

Cadre commun supérieur des travaux publics

Pour le grade d'adjoint technique principal de 1^{re} classe :

M. de Guise René.

Cadre commun secondaire des services administratifs

Pour le grade de commis adjoint de 4^e classe (choix)

M. Dosseh André-Michel, commis adjoint de 5^e cl.

Cadre commun secondaire des vétérinaires auxiliaires

Pour le grade de vétérinaire auxiliaire de 1^{re} cl.

M. Boehm Natan, vétérinaire auxiliaire de 2^e cl.

Promotions

Par arrêtés du Gouverneur général de l'A.O.F., sont promus, à compter du 1^{er} janvier 1945, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté, et conservent dans leur nouveau grade les rappels d'ancienneté pour services militaires ci-après indiqués :

Cadre commun supérieur de l'enseignement primaire

Degré ordinaire

Au grade d'instituteur hors classe :

M. Robichon Georges, instituteur de 1^{re} classe, au choix.

Par arrêtés du Gouverneur général de l'A.O.F., sont promus, pour compter du 1^{er} janvier 1945, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté, et conservent dans leur nouveau grade les rappels d'ancienneté pour services militaires ci-après indiqués :

Cadre commun secondaire des services administratifs

Au grade de commis adjoint de 4^e classe.
au choix

M. Dosseh André-Michel, commis adjoint de 5^e cl.

Cadre commun secondaire des vétérinaires auxiliaires

Au grade de vétérinaire auxiliaire de 1^{re} cl. :

M. Boehm Natan, vétérinaire auxiliaire de 2^e cl.
2^e tour choix.

Reclassement

Par arrêtés du Gouverneur général de l'A.O.F. des :

31 janvier 1945. —

Le personnel du cadre commun secondaire des vétérinaires auxiliaires de l'A.O.F. est reclassé comme suit, pour compter du 1^{er} novembre 1944, dans le cadre réorganisé :

Noms et prénoms	Colonie d'affectation	Ancienneté civile	R. S. M.
		conservée au 1 ^{er} novembre 1944.	

Vétérinaires auxiliaires ordinaires de 2^e cl.

Amegée Paul Togo 1 an 4 mois —

Boehm Natan Togo 1 an 10 mois —

Vétérinaires auxiliaires ordinaires de 4^e cl.

Gaye Malick Togo 1 an 10 m. 7 j. —

Les vétérinaires auxiliaires stagiaires et surnuméraires de l'ancienne formation, reclassés en la même qualité dans le cadre réorganisé, conservent l'ancienneté de stage acquise.

Rappel à l'activité — Affectation

Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

27 février 1945. — Madame Florentia Olympio (ex Madame Sylvain), infirmière visiteuse auxiliaire de 3^e classe en disponibilité sans solde depuis un an pour compter du 1^{er} février 1944, est rappelée à l'activité pour compter du 9 février 1945.

Madame Florentia Olympio est mise à la disposition du Commissaire de la République au Togo.

ACTES DU POUVOIR LOCAL
PERSONNEL EUROPÉEN

Solde de présence

Par arrêté n° 108 p. du :

27 février 1945. — Les instituteurs de 4^e classe du cadre métropolitain ci-après désignés :

Petit Guy,

Buisson André,

affectés au Togo, percevront, en attendant la régularisation de leur situation administrative, et pour compter du 30 décembre 1944, date de leur embarquement pour la colonie, la solde de présence allouée aux instituteurs de 4^e classe du cadre commun supérieur de l'Enseignement primaire de l'A.O.F.

Nominations

Par décision n° 100 p. du :

6 mars 1945. — M. Buisson, instituteur de 4^e cl. du cadre métropolitain, est nommé directeur de l'École primaire supérieure de Lomé, en remplacement de M. Capelier, décédé.

Par décision n° 115 p. du :

10 mars 1945. — M. Tessier Paul, chef de dépôt avant 2 ans des chemins de fer du Togo est nommé chef du service matériel et traction du réseau du Togo.

Affectations

Par décision n° 85 p. du :

24 février 1945. — M. Barbéro Robert, administrateur de 2^e classe des colonies, chef de la subdivision de Bassari (cercle de Sokodé), est affecté à Lomé, pour servir au bureau des affaires économiques.

M. Dantec Xavier, adjoint principal de classe exceptionnelle des S.C. des colonies, chef de la subdivision de Sokodé, est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, chef de la subdivision de Bassari, en remplacement de M. Barbero, appelé à d'autres fonctions.

Par décision n° 89 p. du :

28 février 1945. — M. Appia Yves Paul, adjoint stagiaire des services civils des colonies, nouvellement mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo et arrivé au territoire le 26 février 1945, est affecté au bureau des finances à Lomé.

Témoignage officiel de satisfaction

Par décision n° 112 p. du :

8 mars 1945. — Un témoignage officiel de satisfaction est accordé à M. Bozzi Luc, chef surveillant principal du cadre commun supérieur des travaux publics de l'A.O.F., en service à Lomé.

Au cours d'un séjour ininterrompu de sept ans, a fait preuve d'un dévouement absolu et n'a jamais ménagé ni son temps ni sa peine pour servir les intérêts de l'administration.

Ferme et bienveillant envers le personnel placé sous ses ordres, a su en obtenir le meilleur rendement, malgré des conditions souvent difficiles.

PERSONNEL INDIGÈNE**Reclassement**

Par arrêté n° 124 p. du :

3 mars 1945. — Les instituteurs, institutrices et moniteurs des cadres communs secondaires de l'enseigne-

ment primaire de l'A.O.F., actuellement en service au Togo, sont reclassés comme suit, pour compter du 1^{er} novembre 1944, dans le nouveau cadre organisé par les arrêtés généraux nos 3.270/p. et 3.280/p. du 6 décembre 1944 :

NOM ET PRENOMS	ANCIEN CADRE			NOUVEAU CADRE		
	Grade, classe et échelon	Date de nomination ou de promotion	Solde	Grade et classe	Ancienneté conservée au 1 ^{er} 11. 44.	Solde
A) — Instituteurs						
Atayi Salomon	Principal de 1 ^{re} classe 2 ^{me} échelon	1. 1. 41	28.000	Principal de 1 ^{re} classe	8 ans 10 mois	37.000
Johnson Romuald	Principal de 2 ^{me} classe	1. 1. 43	22.500	Principal de 3 ^{me} classe	1 an 10 mois	33.000
Randolph Léopold	Principal de 2 ^{me} classe	1. 1. 44	22.500	— do —	10 mois	33.000
d'Almeida Alexandre	Ordinaire de 1 ^{re} classe 1 ^{er} échelon	1. 7. 43	20.500	Ordinaire de 2 ^{me} classe	1 an 4 mois	30.000
d'Almeida Charles	Adjoint de 1 ^{re} classe 2 ^{me} échelon	1. 1. 29	19.500	Adjoint de 1 ^{re} classe	15 ans 10 mois	26.000
Ayih Frédéric	Adjoint de 2 ^{me} classe	1. 7. 42	17.750	Adjoint de 3 ^{me} classe	2 ans 4 mois	23.000
Ankrah David	— do —	1. 1. 44	17.750	— do —	10 mois	23.000
Sitti Jérémie	Adjoint de 4 ^{me} classe	1. 3. 42	13.950	Adjoint de 5 ^{me} classe	2 ans 8 mois	20.000
Ekue Martin	— do —	4. 1. 44	13.950	— do —	8 mois 27 jours	20.000
Degbeho Emmanuel	Stagiaire	25. 2. 44	11.600	Stagiaire	8 mois 8 jours	18.500
Tsogbe Joseph	— do —	— do —	11.600	— do —	8 mois 8 jours	18.500
Mama Fousséni	— do —	6. 10. 44	11.600	— do —	25 jours	18.500
B) — Institutrices						
M ^{lles} Kpodar Cécile	Adjointe de 4 ^{me} classe	25. 2. 44	13.500	Adjointe de 5 ^{me} classe	8 mois 8 jours	20.000
— d'Almeida Véronique	— do —	— do —	13.500	— do —	8 mois 8 jours	20.000
— Lawson Hélène	— do —	— do —	13.500	— do —	8 mois 8 jours	20.000
M ^{me} Ekue Delphine	— do —	1. 10. 44	13.500	— do —	1 mois	20.000
M ^{lles} Sanvee Régine	— do —	19. 10. 44	13.500	— do —	18 jours	20.000
— Kouéviakoé Hélène	Stagiaire	25. 2. 44	11.600	Stagiaire	8 mois 8 jours	18.500
— Olympio Amélia	— do —	— do —	11.600	— do —	8 mois 8 jours	18.500
— Amorin Florentine	— do —	23. 9. 44	11.600	— do —	mois 8 jours	18.500
C) — Moniteurs						
Kudjo Hermann	Surnuméraire	7. 12. 44	7.500	Surnuméraire	7. 12. 44	12.500

Titularisations

Par arrêté n° 132 p. du :

8 mars 1945. — Les instituteurs et institutrices stagiaires du cadre commun secondaire de l'A.O.F. dont les noms suivent, qui ont accompli leur année de stage réglementaire, sont titularisés, pour compter du 25 février 1945, en qualité de :

Instituteur-adjoint de 6^e classe :

M. Tsogbé Joseph, en service à l'école régionale d'Anécho.

Institutrices-adjointes de 6^e classe :

Mlle. Kouéviakoé Hélène, en service à l'école ménagère de Palimé;

Mlle. Olympio Amélia, en service à l'école ménagère de Lomé.

Mise en activité

Par arrêté n° 127 p. du :

5 mars 1945. — Sont abrogées, pour compter du 27 septembre 1944, les dispositions de l'arrêté n° 479/p. du 21 septembre 1944 portant suspension de fonctions et privation de solde de l'instituteur-adjoint de 5^e classe du cadre commun secondaire de l'Enseignement de l'A.O.F., Sitti Jérémie, en service à Mango.

Affectations

Par décision n° 93 P. du :

3 mars 1945. — Le commis d'administration de 3^e classe Tossou Abalo, en service aux travaux publics, est mis à la disposition du chef du bureau des affaires économiques.

Le commis d'administration de 1^{re} classe Adotévi Barthélémy, précédemment en service à Mango, est mis provisoirement à la disposition du chef du service des travaux publics, en remplacement du commis d'administration Tossou Abalo.

Par décision n° 113 P. du :

8 mars 1945. — L'infirmière-major de 4^e classe Wilson Claire, en service à Lomé, est mise à la disposition du commandant du cercle d'Anécho, pour servir au dispensaire de Vogan, en remplacement de l'infirmière-major Akouesson Lucie, affectée à Atakpamé.

Par décision n° 116 P. du :

10 mars 1945. — Le médecin auxiliaire principal de 4^e classe Wilson Robert, en service à Lomé, est affecté provisoirement à Mango, pendant l'absence du médecin auxiliaire de 2^e classe Yebovi Elias, convoqué à Lomé pour conseil d'enquête.

La sage-femme auxiliaire principale de 4^e classe Wilson Joséphine, en service à Lomé, est affectée provisoirement à Lama-Kara (cercle de Sokodé) pendant la durée de la permission d'absence de la sage-femme auxiliaire de 2^e classe da Costa Eugénie.

La sage-femme auxiliaire de 1^{re} classe Tossou Héloïse, en service à Lomé, est affectée provisoirement à Atakpamé, pendant la durée du congé de maternité de la sage-femme auxiliaire de 1^{re} classe Fumey Christine.

Agents auxiliaires**Nominations — Affectations**

Par décision n° 90 P. du :

28 février 1945. — Sont engagés en qualité de moniteurs auxiliaires de l'enseignement (échelle 2 — échelon 1) et reçoivent les affectations suivantes, les nommés :

Yampapou Yacouba, Issaka Moumouni, Kondo Tchédre, Adjanor Emile, Ekoué Léonard.	}	<i>Ecole régionale de Lomé</i>
Tchasse André, Tchédré Tidjim, Fiagan Georges, Týpam Paul.		
Dobou Félix, Dissou Koffi, Locoh Lucien.	}	<i>Ecole régionale d'Atakpamé</i>
Amouzougan Assionvi, Attikpo Assignon.		
Nyamessi Cléophas, Togbé Mathias.	}	<i>Ecole régionale de Sokodé</i>

Apégbédji Christian,
Missohou Antoine,
Odjo Antoine.

} *Ecole régionale de Mango*

Par décision n° 94 P. du :

3 mars 1945. — M. Bruce Kwassi est engagé, à titre précaire et essentiellement révocable, en qualité de professeur de chant et de solfège.

Il aura droit, en cette qualité, à un salaire mensuel global de Deux Mille Francs (2.000 francs) à l'exclusion de tous accessoires ou indemnités.

Pour tout ce qui concerne les déplacements, congés, permissions, soins médicaux, hospitalisations et mutations, les dispositions prévues par le règlement intérieur du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire lui sont applicables.

M. Bruce est mis à la disposition du chef du service de l'Enseignement.

Gardes-frontières**Nomination**

Par arrêté n° 125 P. du :

3 mars 1945. — Le nommé Tsékouma Kossi Patrice, ancien combattant des F.F.L., est agréé dans le cadre local des douanes du Togo, en qualité de garde-frontière stagiaire.

Il est mis à la disposition du chef du service des douanes.

Révocation

Par arrêté n° 104 P. du :

24 février 1945. — Le caporal garde-frontière 1^{er} échelon Lassey Marc, en service à Lomé, est révoqué de ses fonctions pour négligences graves en service et indiscipline.

DIVERS**Allocations**

Par arrêté N° 112 P. du :

1^{er} mars 1945. — Sont accordées les allocations ci-après à la veuve et aux orphelins ci-dessous désignés :

1^o — Allocation de veuve au taux annuel de Mille quatre cent quatre vingt six francs (1.486 frs.) avec jouissance du 22 mars 1942 à la dame Ajavon Ayélé Pauline (Veuve d'Almeida Antoine), née à Anécho vers 1910, demeurant à Lomé.

2^o — Allocations au taux annuel de Quatre vingt dix neuf frs. (99 frs.) avec jouissance du 22 mars 1942 à chacun des orphelins :

d'Almeida Delphine Ayélé, née à Anécho le 26 novembre 1929.

d'Almeida Bernard Ayité, né à Anécho le 14 mars 1932.

d'Almeida Françoise Ayoko, née à Anécho le 2 février 1936.

d'Almeida Irène Adakou, née à Anécho le 1^{er} février 1938.

d'Almeida Victor Emmanuel Gabriel, né à Anécho le 25 mars 1941.

3^o — Allocations au taux annuel de Quatre cent

quatre vingt quinze francs (495 frs.) avec jouissance du 22 mars 1942 à chacun des orphelins :

d'Almeida Léopold Ayayi, né à Anécho le 10 décembre 1927 enfant légitime de la femme Dédé, divorcée.

d'Almeida Mariane Ayoko, née à Cotonou le 20 juin 1938 enfant légitime de la femme Kayi, divorcée.

Conformément à l'article 13 paragraphes 5 et 6 de l'arrêté du 17 décembre 1937, les allocations attribuées aux orphelins sont reversibles sur les ayants-droit d'un même groupe.

La dépense résultant du paiement de ces allocations est imputable au budget local du Togo.

Appel différé

Commission

Par décision N° 96 B.M. du :

3 mars 1945. — La composition de la commission régionale de contrôle des appels différés du Togo, fixée par la décision N° 735/B.M. du 9 décembre 1943, est modifiée comme suit :

Membres :

M. Rives, administrateur des colonies, en remplacement de M. l'administrateur Sanson.

Le reste sans changement.

Bourses

Par décision N° 117 E. du :

10 mars 1945. — Une bourse d'études de six mille (6.000 francs) est accordée, pour l'année scolaire 1944-1945, à M. Amaïzo Prosper, élève de 4^e B au Lycée Van Vollenhoven à Dakar.

Cette bourse est payable au Proviseur du Lycée Van Vollenhoven à Dakar.

Enseignement

Ecoles du Gouvernement général

Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

27 février 1945. — L'élève sage-femme Sanvee Elise est licenciée de l'Ecole africaine de médecine pour raisons de santé.

Cette élève est dispensée du remboursement des frais d'études prévu à l'article 18 de l'arrêté du 14 août 1944.

Diplôme d'aptitude professionnelle

Par décision N° 101 E. du :

7 mars 1945. — Les instituteurs dont les noms suivent :

Lawson Joseph, instituteur ordinaire de 1^{re} classe
Akueson François, instituteur ordinaire de 1^{re} classe
sont déclarés admissibles aux épreuves orales et pratiques du diplôme d'aptitude professionnelle.

En cas d'échec, M. Lawson Joseph conserve le bénéfice de l'admissibilité pour la session suivante.

Cours normal de moniteurs

Par décision N° 102 E. du :

7 mars 1945. — Sont admis en 1^{re} année du cours

normal des moniteurs de l'enseignement primaire d'Atakpamé, les élèves dont les noms suivent :

Fiagan Eben-Ezer,	Akpé Benoît,
Wilson Adjété,	Maboudou Yaovi,
Diabo Tobias,	Amavi Désiré,
Ahianor Jonathan,	Sodji Jean Laurent,
Abalo Julien,	Sossa Pacôme,
Cadiry Emmanuel,	Gbenouga Paul,
Amagli Emmanuel,	Messan Daniel,
Atayi Joseph,	Adabi Akpo,
Djimedou Hounkpati,	Magnibo Natou,
Lawson Léopold,	Acondo Arouna.

Commission de réforme

Par décision N° 99 F. du :

5 mars 1945. — La commission de réforme prévue à l'article 1^{er} du décret du 28 novembre 1924 est, en ce qui concerne le personnel des instituteurs de l'Enseignement métropolitain en service au Territoire, composée de la façon suivante :

M. Gaudillot, administrateur en chef des colonies, délégué du Commissaire de la République

Président

M.M. Le Trésorier-payeur ou son délégué,
Le Gac, médecin-colonel des T.C.,
membre de la commission de rapatriement,
Champion, chef du service de l'enseignement,
Buisson, instituteur métropolitain à Lomé,
Petit, instituteur métropolitain à Atakpamé.

Membres

Justice

Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

21 février 1945. — M. Pic Joseph, administrateur des colonies est nommé membre fonctionnaire près la cour d'assises du Togo pour l'année 1945.

Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

21 février 1945. — Sont désignés pour former le collège des assesseurs près la cour d'assises du Togo pour l'année 1945 :

Première liste :

M.M. Artaxe André, 41 ans, chef ouvrier d'art H.C., Lomé,
Brenner Marcellin, 39 ans, comptable des Travaux Publics, Lomé,
Burignat Marc, 39 ans, chef mécanicien, Lomé,
Cerveaux Lyonnell, 42 ans, chef de gare du C.F.T., Lomé,
Dégoul Jean, 35 ans, adjoint des services civils, Lomé,
Fontaine André, 40 ans, chef circonscription agricole du sud, Tabligbo,
Grunitzky Nicolas, 32 ans adjoint technique des Travaux Publics, Lomé,
Heidelberger Marcel, 35 ans, employé de commerce, Lomé,

Lombard Armand, 33 ans, ingénieur adjoint des T.P., Lomé,
 Piquelin Louis, 46 ans, commerçant, Lomé,
 Rives François, 34 ans, administrateur des colonies, Lomé,
 Siant Louis, 53 ans, commerçant, Lomé.

Deuxième liste

M.M. de Guise Félix Robert, 44 ans, adjoint principal des services civils, Lomé,

Larrère Joseph, 45 ans, payeur, Lomé,
 Robert Louis, 31 ans, employé à l'Unesco, Lomé.

Métis

Par décision N° 88 F. du :
 25 février 1945. — Sont accordées pour l'année 1945 et pour compter du 1^{er} janvier 1945, les allocations aux jeunes métis indigènes ci-après désignés :

CERCLE	ETABLISSEMENT	NOM DES ENFANTS	AGE	TAUX JOURNALIER DE L'ALLOCATION	PERSONNES HABILITÉES A PRENDRE LE MONTANT DES ALLOCATIONS	RÉSIDENCE
Lomé	Internat de Notre Dame des Apôtres	Cathérine Afiwa	8	4,50	M ^{me} Judic Mélanie en Religion Sœur Théodule.	Lomé
		Françoise Solange . . .	8	4,50		
		Hélène Essié	9	4,50		
		Denise Djati	9	4,50		
		Colette Adjoa	9	4,50		
		Faustina Ekoué	9	4,50		
		Eulalie Akouavi	11	6,00		
		Georgette Djati	11	6,00		
		Odette Djatré	13	6,00		
		Paulina Ekoué	14	6,00		
		Gertrude Adjoa	15	6,00		
		Thérèse Asara	14	6,00		
		Marguerite Badaoui . .	15	6,00		
		Yvonne Koundja	15	6,00		
		Nathalia Koretti Bruce	2	2,50	Bruce Lydia Mathilde Hottab Christine Bruce Akoua Ahama Joseph Gbadamassi Mathilde Hottab Akoua Ahama Blagoe Augustine Marguerite Sanvee Adolphe Johnson Alougba Kokou Fambiyé Blagoe Augustine Alougba Kokou Kouassélé Anastasia Akoua Georgette Byll Anastasia Akoua	
		Lucien Boniface Em. .	5	2,50		
		Marianne Bruce	7	3,00		
		Daniel Kouami	7	3,00		
		Yaovi Josepha	8	3,00		
		Marie Rosalie Victoire	1	2,50		
		Emilio Koffi	9	3,00		
		Norren Yaovi Brustus .	10	4,00		
		Komlan Julien	11	4,00		
		Angèle Akossiwa . . .	14	4,00		
		François Kouassivi . .	13	4,00		
		Akossiwa Marie	13	4,00		
		Henri Kouassi	15	4,00		
		Joseph Komlan	6	2,50		
		Kouaovi Richard . . .	14	4,00		
		Paul Kodjo Honkou . .	14	4,00		
		Ayaba Camille	4	2,50		
		Jeannette Honkou . . .	10	4,00		
Anécho	Internat de Notre Dame des Apôtres à Anécho	Clairette Ablavi	14	6,00	M ^{me} Yvonne Vedel en Religion Sœur Anne André	Anécho
		Innocentia Adjoa	14	6,00		
		François Comlan Peter	13	4,00	Adouvi Adjoa Massan Kouassi Koffi Alissoutin Avléssi Kaklonou	
		Marie-Thérèse Adjouavi .	13	4,00		
		André Jean dit Gastanet. .	15	4,00		
		Bayi Picase	14	4,00		

CERCLE	ETABLISSEMENT	NOM DES ENFANTS	AGE	TAUX JOURNALIER DE L'ALLOCATION	PERSONNES RABILITÉES A PRENDRE LE MONTANT DES ALLOCATIONS	RÉSIDENCE
Centre (Subdivision Atakpamé)	Ecole des Sœurs d'Atakpamé	Louise Ablan	13	6,00	Mme Antoinette Blin en Religion Sœur Joseph	Atakpamé
		Suzanne Ayabavi	10	6,00		
		Angèle Thérèse	7	4,50		
		Virginie de Souza	11	6,00		
		Marie Akouavi	6	2,50	Mahongbé Sossou Nyassépe Lonie	
		Rosa Abavi	12	4,00		
		Claudina Ayaba	14	4,00		
Centre (Subdivision Palimé)	Ecole des Sœurs de Palimé	Jeannette Akoua	13	6,00	Mme Marie Herman Sœur Supérieure de la Mission Catholique	Palimé
		Adjoa Justine	7	3,00	Hélène Tou Ramatou Jeannette Poporty Cécilia Rosa Akossiwa Renate Kokoutsé	Agou Palimé Palimé Agou-Nyongbo Palimé Palimé
		Gabriel Koffi	10	4,00		
		Jeanne Adjoa	11	4,00		
		John Ayité Klou	14	4,00		
		Mireille Rosa Afwo	7	3,00		
		Jean Louis	1	2,50		
Sokodé		Noël Novo	15	4,00	Kobité Igbam Nouffo Tchapo Abatan Nada Napo	Bassari Boukoutchaba Ekoué (Bassari) Nagbani (Bassari) Binaualba (Bassari)
		Julien Alexandre	14	4,00		
		Marie Nouffo	6	2,50		
		Max	15	4,00		
		Martina Nada	2	2,50		

Par application de l'article 6 de l'arrêté du 26 novembre 1934, un certificat de vie doit être joint à chaque état de paiement. Pendant la période scolaire et à partir de l'âge de 7 ans révolus, le certificat de vie sera remplacé par une attestation du directeur du centre scolaire, indiquant que l'ayant droit a fréquenté régulièrement une école de l'enseignement officiel ou privé.

Les allocations susvisées peuvent être supprimées ou réduites suivant décisions spéciales si l'enfant est admis dans une école officielle où il existe un internat.

Les allocations sont dues pendant l'année entière, sauf pendant les journées d'absence irrégulière en période scolaire.

Conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 26 novembre 1934 précité, les allocations sont payées mensuellement sur états collectifs ou individuels comportant émargement des personnes qui ont la charge des métis ou des intéressés eux-mêmes s'ils peuvent signer.

En vertu des dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 26 novembre 1934, les allocations aux métis ne sont pas cumulables avec les bourses scolaires.

Ordonnateur-délégué

Par arrêté N° 129 F. du :

5 mars 1945. — Pendant l'absence de M. Sanson, administrateur des colonies, chef du bureau des Finances, est délégué provisoirement dans les fonctions d'ordonnateur-délégué du budget local, M. Lauqué Louis, adjoint principal hors classe des services civils, adjoint au chef du bureau des Finances.

Produits pharmaceutiques

Par arrêté N° 136 APA. du :

9 mars 1945. — La Compagnie Française de l'Afrique Occidentale et la Société Commerciale de l'Ouest Africain sont autorisées à tenir, dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928, des dépôts de produits pharmaceutiques (listes nos 1 et 2) dans les boutiques ci-après énumérées :

CIE F. A. O.

Boutique n° 1, à Lomé, Avenue des Alliés, Gérant : Roudolph Kavegè,
Factorerie de Tsévié, place du marché, Gérant : Ambroise Séwoah,
Factorerie d'Atakpamé, Gérant : Michel Amekugee,

Factorerie de Palimé, Gérant : Adolph Amaïzo,
Factorerie d'Assahoun, Gérant : Boniface Adama-
heto,

Factorerie d'Anécho, Gérant : Prosper Amegatse.

S. C. O. A.

Boutique principale, à Lomé, Rue du Commerce,
Gérant : Pius Komlan,

Factorerie d'Atakpamé, Gérant : H. Fumey,

Factorerie de Sokodé, Gérant : A. Amorin,

Factorerie de Palimé, Gérant : Th. Senayah,

Factorerie d'Anécho, Gérant : L. Amégadjé.

Restes mortels

Par arrêté N° 123 APA. du :

3 mars 1945. — Est accordée l'autorisation d'inhumer, dans la Chapelle latérale de la Sainte Vierge de l'église d'Amoutivé à Lomé, et dans un caveau creusé à cet effet, les restes mortels de Monseigneur Jean-Marie Cessou, Vicaire Apostolique de Lomé, décédé le 3 mars 1945.

Secours

Par arrêté n° 122 F. du :

3 mars 1945. — Le secours temporaire de 1.200 francs par an, renouvelable tous les 3 ans accordé à M. Akouété Paulin, tuteur légal des orphelins d'un commis d'administration du cadre local indigène du Togo, décédé à Lomé le 28 décembre 1937, est renouvelé pour une période de trois ans, pour compter du 1^{er} janvier 1945.

Ce secours est payable trimestriellement et à terme échu.

La dépense correspondante est imputable au budget local — exercice 1945, chapitre 14 — article 2 — paragraphe 1.

Par décision n° 91 F. du :

3 mars 1945. — Un secours éventuel de Vingt Cinq Mille Six Cent Cinquante Francs (25.650 frs.) équivalant à six mois de solde de présence majorée du supplément colonial de l'instituteur de 1^{re} classe du cadre supérieur du Togo Capelier Franc, est accordé à Madame Capelier, sa veuve, demeurant à Lomé (Togo).

La dépense correspondante est imputable au budget local — chapitre 12 — article 6 — paragraphe 1 — exercice 1945.

Par décision n° 92 F. du :

3 mars 1945. — Un secours éventuel de Deux Mille Huit Cent Cinquante Francs (2.850 frs.) correspondant à trois mois de solde de l'infirmier-major de 4^e classe Kingbo Georges, décédé à Lomé le 20 janvier 1945, est accordé à sa veuve Madame Nancy Georges Kingbo demeurant à Lomé.

La dépense résultant du paiement de ce secours est imputable au chapitre 12 — article 3 — paragraphe 1.

Terrain domanial

Par arrêté n° 114 DOM. du :

1^{er} mars 1945. — Le nommé Godwin Adadé Ekué, commerçant, demeurant à Lomé, est autorisé à occuper à ses risques et périls, une parcelle de terrain domanial situé à Nuatja, constituant le lot n° 3 du lotissement de Nuatja, d'une superficie de dix ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges ci-annexé.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

INSTRUCTIONS

aux Fonctionnaires et Particuliers
embarquant pour la France et l'Afrique du Nord.

Règle générale :

Ne peuvent embarquer que les personnes (fonctionnaires et particuliers) inscrites sur la liste dressée au bureau du personnel.

I — DESTINATION DE LA MÉTROPOLE

1^{re} — *Fonctionnaires* : — Ils doivent remplir les conditions et effectuer les démarches suivantes :

1 — Etre titulaire d'une décision de concession de passage (congé, permission, évacuation sanitaire, convalescence etc...) et d'un ordre de mission.

2 — Au bureau du personnel, s'assurer de leur inscription sur la liste de départ.

3 — Etre détenteur d'une carte de vaccination anti-amaryle (fièvre jaune) délivrée par direction locale santé publique;

4 — S'être acquitté de leurs impositions;

5 — Avoir passé l'inventaire du mobilier;

6 — Au service de la Sûreté, faire viser leur passeport et au besoin le faire établir. (Ce passeport sera remis la veille de l'embarquement);

7 — Au bureau des Finances, retirer livret de solde, mandat, réquisitions de passage feuille de route;

8 — Aux bureaux des cercles, déposer leurs cartes d'alimentation et se faire délivrer les certificats d'exportation pour les vivres autorisés (15 kgs plus 5 kgs. de provisions de route) et de déménagement;

9 — A la production industrielle, demander autorisations spéciales exportation de bicyclettes, postes de T.S.F., machines à coudre etc...);

10 — Au bureau des douanes, faire viser certificats d'origine et de déménagement;

11 — Au service de la Sûreté, présenter leur réquisition de passage et remplir fiche de situation militaire;

12 — A la compagnie de Navigation, retirer leur billet de passage et prendre connaissance des instructions relatives aux bagages.

2^e — *Particuliers* : — Etre détenteur d'un ordre de mission délivré par le Commissaire de la République au Togo (Sûreté);

1 — Au bureau du personnel, s'assurer de leur inscription sur la liste de départ;

2 — Accomplir les démarches et formalités énumérées pour les fonctionnaires 3, 4, 6, 8, 9, 10, 11, 12.

II — DESTINATION MAROC — ALGÉRIE — TUNISIE

1^o — *Fonctionnaires* : — Les formalités sont les mêmes que pour la Métropole;

2^a — *Particuliers* : — Mêmes formalités que pour la Métropole, mais le passeport doit porter le visa préalable d'entrée ou de transit du Maroc, de la Tunisie ou de l'Algérie.

III — DESTINATION SYRIE-LIBAN

Libano-Syriens : — Mêmes formalités que pour les fonctionnaires et particuliers. En outre, doivent être munis d'un laissez-passer intéraillié non périmé et d'un passeport visé par les autorités françaises et anglaises.

N.B. — Les transports entre l'A.F.N. et le Liban ne pouvant être actuellement assurés, aucune demande des Libano-Syriens tendant à retourner dans leur pays d'origine par l'A.F.N. ne peut être transmise pour le moment.

Les intéressés seront avisés dès que les transports seront rétablis.

IV — IMPORTATION DE FOND

1.000 francs par voyageur, en billets Banque de France de 20 francs et au-dessous; 25.000 par voyageur en billet de la Caisse Centrale du Trésor, Banque d'Algérie, Banque d'Etat du Maroc, B.A.O. — Chèques et lettres de crédit.

Avis de Concours

Préposé des douanes

Un arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F., en date du 9 janvier 1945 fixe ouverture d'un concours pour vingt places de préposés du cadre commun secondaire des douanes.

Le concours aura lieu à Dakar, Conakry, Abidjan, Bobo-Dioulasso, Porto-Novo, Bamako et Niamey le 7 mai 1945.

Les candidatures et les dossiers seront reçus jusqu'au 24 mars 1945.

Pour tous renseignements, s'adresser au bureau du personnel à Lomé.

École coloniale

Par arrêté du Ministre des colonies du 12 mars 1945, le concours prévu par le décret du 10 juillet 1920 et les actes modificatifs subséquents, concernant l'admission au stage de l'école coloniale des adjoints principaux et adjoints des services civils et commis principaux des Secrétariats généraux, aura lieu les 15 et 16 juin 1945.

Le nombre de places mises au concours sera fixé ultérieurement.

Les demandes devront être formulées et parvenir au chef-lieu avant le 12 avril 1945, terme de rigueur.

Nécrologie

Le Gouverneur des Colonies, Commissaire de la République au Togo a le regret de faire part du décès de :

M. CAPELIER Franc, instituteur, survenu à l'hôpital de Lomé le 12 mars 1945.

M. LASSEY Combévi Reinhold, commis d'administration principal de 6^e classe, survenu à l'hôpital de Lomé le 14 mars 1945.

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Siège social : 9 Avenue de Messine — PARIS (8^e)

Messieurs les actionnaires de la Banque de l'Afrique Occidentale sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire pour le Jeudi 17 Mai 1945, dans une des salles de la maison GAVEAU, 45 rue de la Boétie à PARIS (8^e), pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1^o — Rapport du Conseil d'Administration sur les opérations du second semestre de l'exercice 1942-1943 et sur celles de l'exercice 1943-1944.
- 2^o — Approbation des comptes du 2^m semestre de l'exercice 1942-1943 et des comptes de l'exercice 1943-1944.
- 3^o — Fixation des jetons de présence des Administrateurs.
- 4^o — Election ou réélection d'Administrateurs.
- 5^o — Quitus à donner à la succession d'un Administrateur décédé.
- 6^o — Autorisation à donner aux administrateurs, en conformité de l'article 40 de la loi du 24 Juillet 1867.

L'Assemblée Générale Ordinaire se tiendra à 10 heures.

Le Président du Conseil d'Administration :
GEORGES KELLER